

L'art mosan

Liège et son pays à l'époque romane du XI^e au XIII^e siècle

Sous la direction de Benoît VAN DEN BOSSCHE
avec la collaboration de Jacques BARLET

Les auteurs

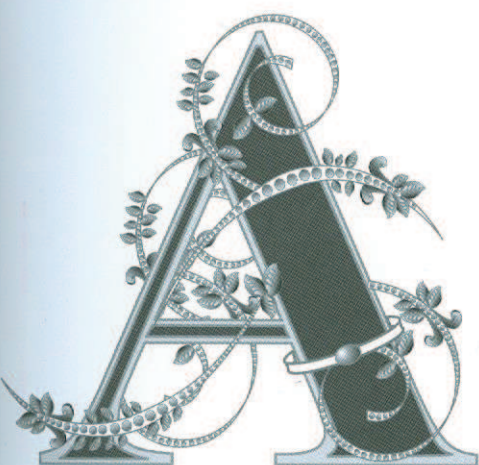
Sophie BALACE (Musées royaux d'Art et d'Histoire de Bruxelles), Raymond BRULET (Université catholique de Louvain), Jean-Luc DENGIS (Société royale de Numismatique de Belgique), Sophie DENOËL (Université de Liège), Friederike DHEIN (Universität Basel), Heather EGAN (Johns Hopkins University, Baltimore), Robert FAVREAU (Université de Poitiers), Claude GAIER (Musée d'Armes à Liège), Luc F. GENICOT (Université catholique de Louvain), Jean-Claude GHISLAIN (docteur en histoire de l'art et archéologie de l'Université de Liège), Elizabeth DEN HARTOG (Universiteit Leiden), Tobias KUNZ (Johannes Gutenberg-Universität Mainz), Isabelle LECOCQ (Institut royal du Patrimoine artistique), Albert LEMEUNIER (Musée d'Art religieux et d'Art mosan, Université de Liège), Alain MARCHANDISSE (Fonds national de la Recherche scientifique, Université de Liège), Carmélia OPSOMER (Université de Liège), Mathieu PIAVAUX (Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur), Marc SUTTOR (Université d'Artois), Benoît VAN DEN BOSSCHE (Université de Liège), Raphaël VANMECHELEN (Service de l'Archéologie du ministère de la Région wallonne en province de Namur, service de Jeunesse Archéolo-J), Philippe VENDRIX (Centre d'Études supérieures de la Renaissance à Tours, Université de Liège), Rita WARDEIN TEKIPPE (University of West Georgia)



Éditions du Perron

L'histoire du pays mosan

à l'époque romane (1000-1250)



AN MIL¹. Liège ne vit pas sous les terreurs dont l'on affuble habituellement ce millésime, mais sous l'épiscopat d'un grand format du monde médiéval : Notger (972-1008)². De famille noble et souabe, membre de la chapelle impériale, ce qui lui vaut d'accéder au siège épiscopal liégeois, celui-ci reçoit en 980 de l'empereur Otton II (973-983) un privilège d'immunité générale grâce auquel son Église échappe à tout pouvoir comtal et, en 985, le comté de Huy, des mains de l'impératrice Théophano, régente pour Otton III (983-1002), son fils, mineur.

Le contexte politique : l'avènement des princes-évêques à Liège

Notger

À la lecture de ces quelques lignes, l'on peut déjà saisir une bonne part de la réalité politique et religieuse que connaîtra le pays mosan durant l'essentiel de la période couverte par les pages qui suivent. Nanti du pouvoir d'ordre et d'une juridiction ecclésiastique protéiforme, le prélat est à la tête d'un évêché et constitue l'ordinaire d'un ample diocèse, qui, des terres liégeoises, se répand notamment sur les actuels Namurois, Luxembourg, Limbourg et sur d'importantes fractions du Brabant. Cette charge épiscopale et la terre qui lui

est liée, c'est au souverain germanique qu'il les doit ; c'est lui qui l'a choisi pour monter sur le trône de saint Lambert, comme le voulait la tradition remontant à la fin de l'Empire romain, vivifiée par les Francs, par Charlemagne notamment, puis par sa « réincarnation », Otton I^{er}, l'empereur nouvellement couronné à Rome en 962. S'il est de fait qu'à la mort de Charlemagne, dans les divers États issus du partage de l'empire carolingien en 843, l'autorité royale se trouva progressivement dépouillée de son pouvoir, capté qu'il fut par les comtes, ces officiers publics chargés de l'exercer par délégation royale et qui rendirent leurs fonctions héréditaires au sein de leur lignage aristocratique, le souverain germanique, pour sa part, résista davantage que ses homologues à ce dépeçage et parvint à conserver un plein contrôle sur la désignation des comtes. Au x^e siècle, en Lotharingie – cette région située entre Escaut et Rhin, entre la Frise et la région d'Épinal, qui englobait le diocèse de Liège et, par ailleurs, l'un des cinq duchés qui, dès 925, formèrent la Germanie –, l'hérédité des charges publiques relèvera du bon plaisir du souverain et pourra donc être interrompue à tout moment, ce qui n'empêchera pas cet espace de connaître une grande instabilité, des lignages comme les Baldéric ou les Régnier n'ayant de cesse de se dresser contre une autorité royale jugée envahissante. Or, à l'évidence – elle s'imposa au souverain ottonien soucieux de s'implanter durablement dans des brûlots comme la Lotharingie –, à côté de ces turbulents laïcs,

FIG. 1.
Châsse de Charlemagne,
pignon de Charlemagne
entre le pape Léon et
l'évêque Turpin.
Achevée en 1215.
Cathédrale
d'Aix-la-Chapelle.



il était des personnages singulièrement plus pondérés, par définition dépourvus de descendance légitime et donc dans l'incapacité de rendre leur fonction héréditaire, par ailleurs des plus respectueux de la fonction royale germanique, auxquels il suffisait, pour faire pièce à l'avidité territoriale des seigneurs terriens, de conférer d'amples espaces fonciers, abbayes et forteresses, revenus fiscaux et droits publics, voire des comtés tout entiers : les hommes d'Église, en particulier les

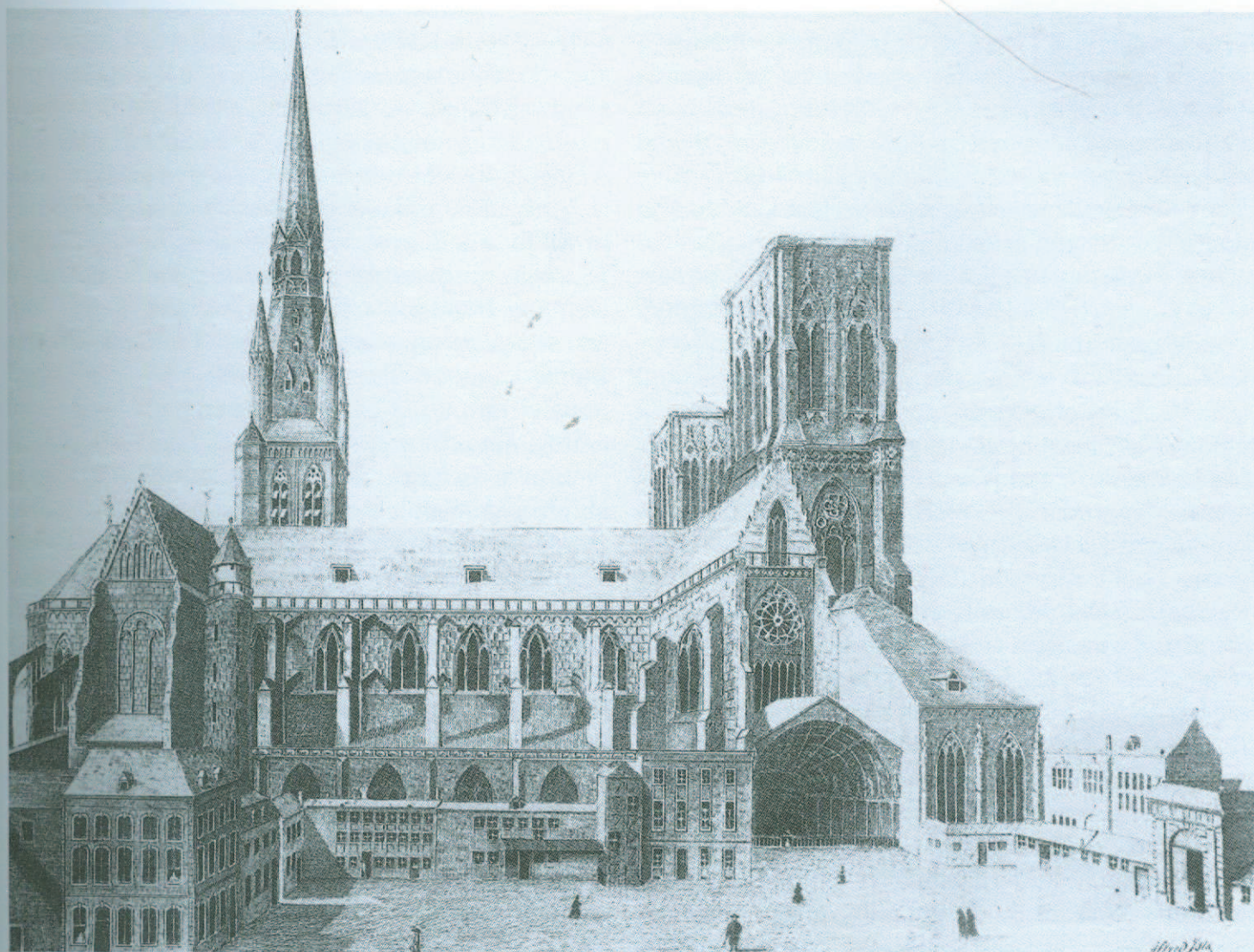
évêques. C'est très exactement ce qui se produisit pour Notger, au détour d'un chantage par lequel il monnaya son attachement définitif à la cause ottonienne. On l'a dit, dans un premier temps, il bénéficia d'un privilège d'immunité, puis de ce comté hutois d'importance considérable. Investi de responsabilités comtales tant sur les biens de son Église propre que sur ceux d'autrui, il est le premier prélat à la fois évêque et prince de Liège, détenteur d'une principauté territoriale, mais aussi,

semble-t-il, le premier évêque germanique à recevoir un comté tout entier et, à ce titre, le premier représentant liégeois, voire « l'inventeur » en en étant le prime dépositaire, de ce système politique des plus ingénieux que fut l'Église impériale (*Reichskirche, Reichskirchen-system*). Celui-ci fera florès au cours des XI^e et XII^e siècles, avant de s'étioler au début du XIII^e siècle.

Le règne de Notger sera encore scandé par quelques événements et réalisations d'importance, au premier rang desquels le présent ouvrage place à bon droit l'ivoire (fin du X^e siècle) qui orne son évangélaire. En 987 lui sont notamment conférés le comté de Bruges, situé dans la région comprise entre la Gette et la Dyle, et le monastère de Gembloux. Particulièrement soucieux de la sécurité de ses États, il envisagea d'en transférer le centre de gravité sur l'invincible site hutois, dans ce comté qui, incontestablement, en 985, lui avait été donné à dessein ; en 987, il fit démanteler la

forteresse de Chèvremont, hostile au pouvoir ottonien et très menaçante pour la principauté liégeoise. C'est enfin un véritable programme urbanistique qu'il appliqua à la cité liégeoise. En effet, il la dota notamment d'une enceinte de pierres³ qui ne sera remplacée qu'au XIII^e siècle, y inscrivit un nouveau palais épiscopal, une cathédrale gigantesque et à double chœur (fig. 2) ainsi que les collégiales Sainte-Croix (avant 1005) et Saint-Denis (avant 1008), qui, avec Saint-Jean l'Évangéliste (avant 990), vinrent s'ajouter aux édifices déjà existants (Saint-Pierre, Saint-Laurent, Saint-Martin et Saint-Paul, achevée également par Notger)⁴. Avec ce semis d'églises, érigées pour plusieurs d'entre elles à la lisière du pourpris urbain, Notger fit œuvre d'urbanification

FIG. 2.
Liège, cathédrale Saint-Lambert, face nord au XVIII^e siècle. Gravure d'Alfred Ista, d'après une lithographie éditée par Cremetti reproduisant un dessin de J. Deneumoulin.



sacrée, certes, mais il semble peu probable que ce processus titanesque de « collégialisation⁵ » n'ait pas également répondu, au même titre d'ailleurs que celui de castramétation, également initié par Notger, à des préoccupations défensives...

Wazon

Tous les successeurs de Notger n'auront pas la même stature que lui. Parmi eux, l'évêque Wazon (1042-1048)⁶ mérite cependant d'être évoqué, pour deux raisons au moins. Probablement originaire du pays de Liège, sans doute formé par Notger dans l'école de sa cathédrale et à la chapelle épiscopale – dont la vocation était certes religieuse et administrative, mais aussi éducative –, écolâtre de Saint-Lambert avant d'en devenir le doyen puis le prévôt, ce prélat incarna idéalement cette réputation d'excellence dont bénéficia l'enseignement liégeois au cours du XI^e siècle. À l'image de Brunon (953-965), frère d'Otton I^{er} et archevêque de Cologne, où il reçut vraisemblablement sa formation, Notger eut à cœur de promouvoir l'enseignement dans son diocèse, au bénéfice des jeunes nobles ou des ministériaux du cru comme pour des étrangers que leurs parents ou des évêques lui adressaient. Il développa ainsi un véritable pôle de formation de l'épiscopat germanique dont la réputation atteignit cette France qui lui avait offert ses racines (écoles de Reims et de Chartres) et qui lui survécut. Bien qu'également dispensé dans les collégiales et les abbayes de la Cité, ainsi que dans les monastères diocésains et tout particulièrement à l'abbaye de Lobbes, cet enseignement – il connut une inexorable décadence durant le XII^e siècle, alors même que, vers 1130, certains centres étrangers tendaient à devenir des *studia generalia*, des universités, en raison notamment du déclin de l'Église impériale et également pour cause d'inadéquation entre les maîtres liégeois et les nouvelles formes de pensée et d'enseignement du moment – avait pour fleuron le chapitre de Saint-Lambert et ses écolâtres de renom, parmi lesquels Wazon.

Le prélat joua par ailleurs un rôle considérable dans la mise en œuvre de la Réforme grégorienne, laquelle visait à la suppression des abus dans l'Église – simonie et nicolaïsme –, à la prééminence du spirituel sur le temporel, de l'autorité pontificale sur l'Église et chrétienté, et à la condamnation de l'investiture laïque. En

prônant la soumission des évêques à l'empereur pour le seul ordre temporel et au pape pour tout ce qui relevait du spirituel, en ne reconnaissant aucune capacité d'action du souverain dans l'ordre ecclésiastique, en déclarant son onction supérieure à celle du roi et en prétendant substituer l'élection *clero et populo* des évêques à l'injonction royale, Wazon stigmatisa les abus de l'autorité germanique enregistrés de son temps, notamment sans doute dans le chef de l'empereur Henri III (1039-1056) ; ce faisant, même s'il clama son obéissance indéfectible au roi, il constitua une menace pour l'Église impériale et, là où, bien évidemment, son action fut saluée par Rome, il passa, peu ou prou, pour un traître à la cause impériale.

Théoduin de Bavière

Deux événements d'importance marqueront le règne du Bavarois Théoduin⁷ (1048-1075), successeur immédiat de Wazon. C'est à lui, tout d'abord, que la principauté de Liège est redevable de la première charte de libertés accordée dans l'espace germanique, en l'espèce la justement célèbre charte de Huy du 26 août 1066⁸, malheureusement connue selon une tradition très indirecte. « Étape décisive dans le processus d'émancipation de la bourgeoisie urbaine de l'Europe occidentale »⁹, ce privilège sera le fruit d'un échange de bons procédés. Soucieux, après les attaques portées contre elles par le comte de Flandre Baudouin V (1035-1067) et par son fils, de reconstruire la ville de Huy et son église Notre-Dame, voire d'édifier un véritable complexe castral pour lutter contre tout ennemi potentiel, dans une cité hutoise qui avait pour lui l'attrait de prédilection, désireux aussi d'y fonder une communauté canoniale et de lui offrir de dignes moyens de subsistance, Théoduin choisit de solliciter les quantités d'argent nécessaires à la réalisation de ses vœux auprès des bourgeois hutois, détenteurs d'une ample richesse mobilière. Ceux-ci – rappelons-le, dans une ville détruite quelques années auparavant – consentirent à lui céder le tiers puis la moitié de leurs biens, mais réclamèrent en contrepartie une reconnaissance formelle et une définition précise de leur *libertas*. Plusieurs articles de ce texte portent sur le statut juridique des bourgeois hutois et sur la modération des droits épiscopaux en matière de réclamation de serf, de mainmorte ou de prestations, certains autres sur la paix qui doit régner dans l'espace urbain – la ville doit échapper aux vengeances privées,

être terre d'asile pour tout présumé coupable pour peu qu'il accepte de se soumettre au droit et à la justice ; le domicile est déclaré inviolable –, d'autres enfin sur la résolution, par le biais d'une cojuration, des conflits issus des transactions, sur la garde du château épiscopal durant la vacance du siège épiscopal et sur le service militaire dû au prince, envisageable uniquement en cas de mobilisation générale en vue d'une défense de l'État liégeois tout entier. Ajoutons que Liège devra attendre la fin du XII^e siècle et le règne d'Albert de Cuyck (1194-1200) pour obtenir pareil affranchissement ou, à tout le moins, confirmation de celui-ci.

Théoduin jouit par ailleurs d'un accroissement territorial prestigieux. En effet, en 1071, Richilde, comtesse de Hainaut-Flandre, veuve du comte Baudouin I^{er}-VI de Hainaut-Flandre (1051/1067-1070), qui exerçait alors la réalité du pouvoir sur les deux principautés pour Arnoul III, son fils aîné, se vit évincer de la régence de Flandre par le frère cadet de son défunt époux, Robert le Frison (1071-1093). Aussi, s'inquiétant sans nul doute des visées potentielles de son redoutable beau-frère sur le Hainaut, la comtesse n'eut de cesse de trouver un appui politique et militaire d'envergure. Elle s'adressa dès lors à Théoduin, un prélat qui présentait alors l'avantage de pouvoir mobiliser incontinent et en quantité argent et forces militaires. Elle obtint de lui la féodalisation de ses alleux, ce qui signifie, en d'autres termes, que moyennant foi et hommage, l'évêque lui rétrocéda en fief de reprise tous les alleux comtaux sis en Hainaut, qu'elle venait de lui vendre pour une importante somme d'argent. Cet acte juridique relevant du droit privé se doubla, le 9 mai 1071, d'une sanction publique. Le souverain germanique, Henri IV (1056-1105/+1106), seigneur du prélat liégeois, fit donation à ce dernier, à titre d'alleu, de l'*honor* du comté de Hainaut, soit les forteresses de Mons, Beaumont et Valenciennes, et les pouvoirs y afférents, la disposition d'un riche ensemble d'abbatiats et de prévôtés ecclésiastiques, et surtout la totalité des prérogatives comtales en terme de tonlieu, de monnayage et de *justicia* notamment. Dans le même temps, l'évêque de Liège inféoda cet *honor* au duc de Basse-Lotharingie Godefroid le Bossu (1069-1076), lequel procéda de même à l'égard de Richilde. En 1076, le lien vassalique entre cette dernière et Godefroid fut rompu ; Richilde et son deuxième fils, Baudouin II (1076/81-1098), firent relief du Hainaut et du pouvoir comtal sur celui-ci directement de l'évêque de Liège¹⁰.

Henri I^{er} de Verdun et Otbert

Les deux successeurs de Théoduin, Henri I^{er} de Verdun (1075-1091) et Otbert (1091-1119) doivent être évoqués de concert. Le premier¹¹, un membre de la famille d'Ardenne-Verdun, sera lui aussi à l'origine d'une première. En effet, le 27 mars 1081, l'évêque Henri, dont l'une des missions comtales, d'essence royale, était de maintenir ou de rétablir l'ordre, instaure, pour l'ensemble du diocèse de Liège, la *Paix de Dieu*, première du genre pour tout l'espace germanique. Plus précisément, avec le concours des seigneurs de son diocèse, il prescrit une trêve de Dieu consistant en une interdiction de porter les armes et de se livrer à des actes de violence (incendie, agression, brigandage), tout particulièrement de se battre à certaines époques de l'année, prescription à laquelle le prince-évêque haut-justicier entendait faire réprimer toute atteinte avec la plus extrême vigueur, par un synode épiscopal mixte¹² qui se mua progressivement en une cour spécifique. Cette juridiction s'appliquait pratiquement à tous les ressortissants du diocèse de Liège, en ce compris les princes et notamment le duc de Basse-Lotharingie aujourd'hui, le duc de Brabant demain, qui admirent difficilement l'infinie supériorité sur les dynastes diocésains et l'instrument de puissance conforme à l'Église impériale que le prince-évêque se voyait conférer par la paix : ils tentèrent de s'y soustraire. De l'évêque Otbert¹³, auparavant membre du chapitre cathédral liégeois, mais surtout de l'entourage du roi Henri IV, à qui il doit son trône, l'on a évidemment envie de souligner l'exceptionnel opportunisme qui fut le sien lorsqu'il finança la croisade du duc de Basse-Lotharingie Godefroid de Bouillon (1087-1100) en lui achetant – après avoir acquis notamment les châteaux de Clermont et de Couvin –, à grands frais et au prix notamment de manipulations monétaires, le fief et la forteresse de Bouillon, symbole de la puissance ducale et verrou au sud de la principauté. Mais l'on mettra surtout en exergue le fait qu'Henri de Verdun, son prédécesseur, et lui incarneront le parti de l'empereur au cours de la Querelle des Investitures, cette guerre qui fit vaciller l'Église impériale et la laissa meurtrie. En 1075, le souverain germanique Henri IV recevait du pape Grégoire VII (1073-1085) des réponses péremptoires aux questions jadis soulevées par Wazon sur la séparation des pouvoirs temporel et spirituel et sur la prééminence dont chacun d'eux estimait pouvoir se prévaloir : le souverain pontife interdisait au roi toute intrusion dans la nomination des évêques, et, par suite,

dès lors que celle-ci revenait à une assemblée des hauts dignitaires laïques et ecclésiastiques du diocèse, le privait de la tutelle sur le corps épiscopal qu'il s'était arrogée dans le cadre de l'Église impériale et sur les biens qu'il lui avait confiés. Henri de Verdun, pourtant l'un de ces évêques modérés qui souhaitaient ardemment la fin du conflit, prit systématiquement le parti du roi, ce qui l'amena notamment à cautionner la déposition du pape. Otbert, quant à lui, se conformera scrupuleusement et en toute circonstance aux injonctions de son maître Henri IV, puis à la mort de celui qui avait été déposé par son fils Henri V (1106-1125), aux vues de ce dernier ; pour ce faire, il n'hésitera pas à user de la violence, notamment à l'égard des abbayes de son diocèse, et à encourir une sentence d'excommunication dont il fut finalement frappé. La Querelle connut toutefois quelque répit. En effet, le 23 septembre 1122, à Worms, fut signé un concordat fameux dans lequel il est décrété que l'élection *clero et populo* des évêques réservera une place au roi qui, par ailleurs, pourra investir l'élu de ses *regalia*, c'est-à-dire du temporel de son évêché. La consécration du nouveau prélat reviendra quant à elle à son métropolitain, à l'archevêque de Cologne dans le cas présent. Un politique de la trempe de l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse (1152-1190) sera, on s'en doute, en mesure de tirer le meilleur parti possible de la marge de manœuvre que lui offrait le concordat de Worms pour gérer le choix des évêques germaniques.

Henri II de Leez

Très précisément, celui qui fut, à bien des égards, un nouveau Notger, l'évêque Henri II de Leez¹⁴ (1145-1164), originaire du Brabant wallon, apportera, tout comme d'ailleurs ses deux successeurs – Alexandre II (1164-1167) et Raoul de Zähringen (1167-1191) –, un soutien de poids à Barberousse dans cette résurgence de la Querelle des Investitures que fut la guerre du Sacerdoce et de l'Empire, celle qui l'opposa au pape Alexandre III (1159-1181). Il prit résolument le parti de l'antipape Victor IV (1159-1164) puis assumait la consécration de son successeur Pascal III (1164-1168), seconda Barberousse durant plusieurs expéditions italiennes et incarna même l'autorité impériale au titre de podestat de Milan (1162-1164). Par ailleurs, le très pugnace prince-évêque veillera à ce que son Église recouvre sa puissance et, pour ce faire, enrichira son patrimoine d'alleux, de châteaux et de forteresses, res-

taurera celles qui le nécessitaient – on lui doit d'ailleurs réfection et agrandissement du palais épiscopal de Liège, lequel sera la proie des flammes, en compagnie de la cathédrale, le 28 avril 1185¹⁵ – et, en 1151, à la bataille d'Andenne, remportera une victoire éclatante sur le comte de Namur Henri l'Aveugle (1136-1196), ce qui lui offrit la parfaite maîtrise de la Meuse moyenne. Henri II de Leez fut la dernière figure impériale marquante du XII^e siècle et de cette *Reichskirche* qui connut avec lui ses derniers sursauts.

Hugues II de Pierrepont

Le règne d'Hugues II de Pierrepont¹⁶ (1200-1229), premier évêque de Liège d'origine française, certes, mais davantage encore membre de la puissante famille épiscopale de Namur-Hainaut, constitue indéniablement un temps fort de l'histoire liégeoise médiévale. Celui-ci ne réside pas dans ses acquisitions territoriales – Moha en 1225, la seigneurie de Saint-Trond en 1227 – ni même peut-être dans les événements de 1212-1213, à savoir la destruction de Liège perpétrée par le duc Henri I^{er} de Brabant (1190-1235) et la revanche prise sur ce dernier, à Steppes, par le prince-évêque¹⁷, une rencontre armée qui marquera à jamais les consciences, notamment celles qui eurent à souffrir un autre sac, celui de 1468, accompli par un autre duc, à la fois de Bourgogne et de Brabant, Charles le Téméraire¹⁸. La spécificité du règne de Pierrepont, élu *clero et populo* – dans les années 1209 et 1213, les divers prétendants à la couronne germanique renoncent à toute intrusion dans les nominations épiscopales afin de rallier la papauté à leur cause –, mais dont la désignation fut contestée, avant d'être confirmée par un légat pontifical, tient tout d'abord aux rapports harmonieux que l'évêque entretenait avec le pape Innocent III (1198-1216) durant l'ensemble de son règne. Après des siècles de soumission à l'Empire, l'Église de Liège connaîtra globalement un XIII^e siècle pontifical, avant des XIV^e et XV^e français et bourguignon. Sur un autre plan, d'importance majeure, il convient d'attribuer à Hugues de Pierrepont tout un processus complexe de concentration territoriale et surtout de centralisation du pouvoir¹⁹. La première est liée au nouvel ordre des princes d'Empire créé par Barberousse vers 1180, grâce auquel des dirigeants comme le prélat liégeois devinrent des princes d'importance majeure, mais aussi des potentats au pouvoir focalisé sur un espace plus limité, dans le cas présent la princi-

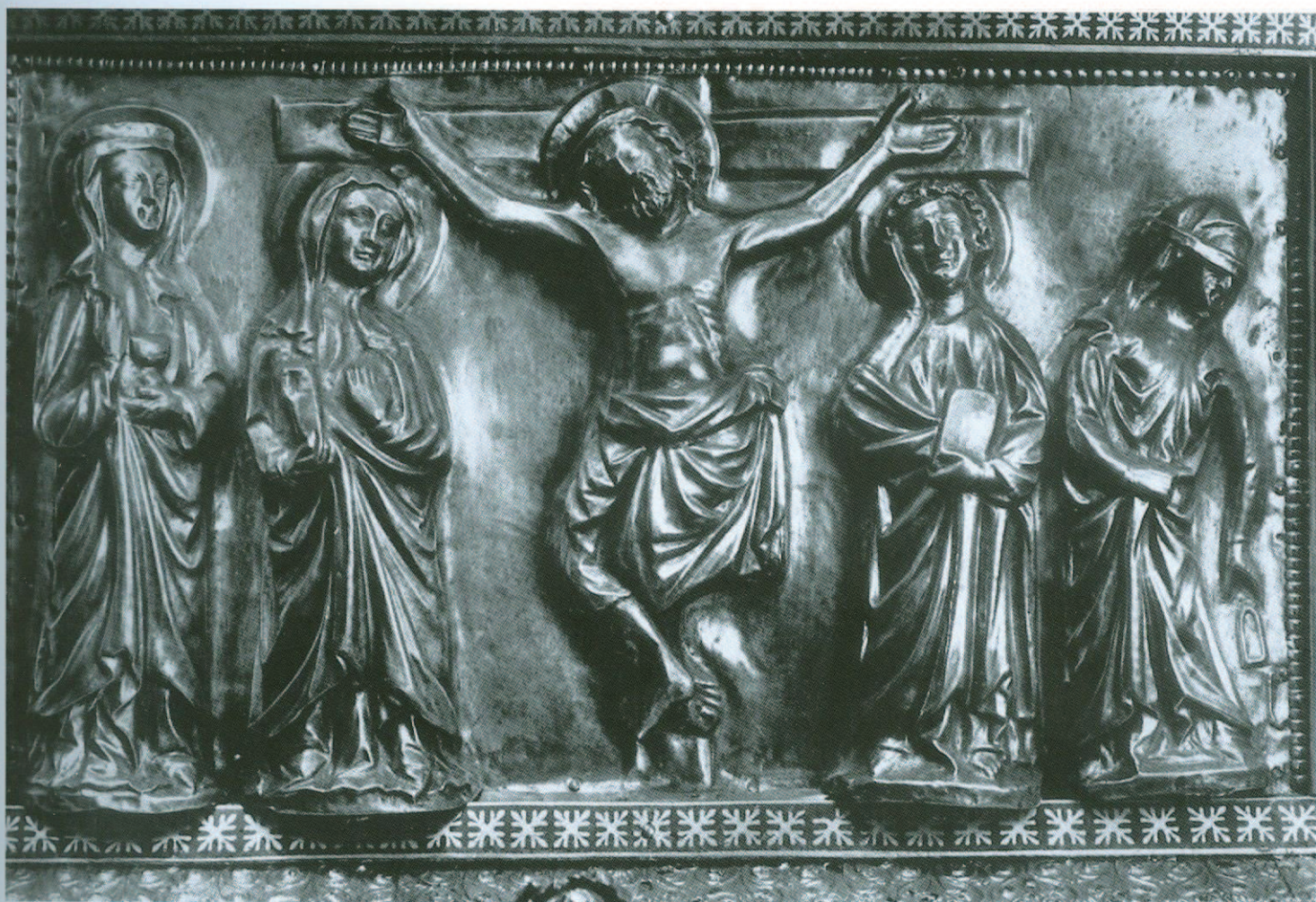


FIG. 3.
Châsse de saint Remacle, long côté du Christ,
panneau de la toiture. Crucifixion. Vers 1240 - vers 1268.
Stavelot, église Saint-Sébastien.

pauté plutôt que le diocèse. En terme de centralisation, on constate par ailleurs, vers 1215 et à l'instigation de Pierrepont, le déclin d'un certain nombre de membres jugés encombrants et dangereux de la *curia* épiscopale, en particulier ses officiers auliques, les échançons, sénéchaux, panetiers et autres chambriers, des postes occupés par des *ministeriales* de très haut rang, détenant leur charge à titre héréditaire. Déclin également pour l'avoué dit de Hesbaye dont la charge consistait principalement à acheminer l'étendard de saint Lambert sur les lieux où le prélat livrait bataille. Elle aussi héréditaire, au sein de familles nobles d'envergure et particulièrement remuantes, cette fonction est évincée par le maréchalat, charge par définition assez comparable, mais non héréditaire et dont le titulaire sera choisi par l'évêque. Sans doute est-ce exactement dans la même perspective qu'il convient de situer, sous le règne de Pierrepont, le déclin du synode épiscopal mixte, la désignation d'un premier official, la multiplication des évêques auxiliaires, qui assument une bonne part des responsabilités religieuses du prince liégeois, et la naissance de ces agents épiscopaux temporaires

et révocables, à vocation principalement judiciaire, que sont les baillis et les mayeurs, parallèlement au déclin d'officiers héréditaires encombrants comme les châtelains, gardiens des forteresses frontalières de la principauté, et les avoués. Ce faisant, Hugues poursuit un double but : éliminer de l'échiquier liégeois tous les opposants potentiels à sa personne et leur substituer ses propres pions, malléables à souhait et susceptibles d'être remplacés à tout moment. *In fine*, c'est une concentration de tous les pouvoirs entre ses mains qui est escomptée par le prélat liégeois. L'on a pu évoquer pour le troisième quart du XII^e siècle « la cristallisation à Liège d'une autorité assez floue et plus virtuelle que réelle en une domination précise et moins médiatisée²⁰ ». Manifestement, aux environs de 1215, la mutation s'est définitivement opérée. Avec Hugues de Pierrepont, prélat énergique et opportuniste, l'Église impériale n'est plus, une principauté territoriale est née.

Henri de Gueldre

À l'issue du règne de Robert de Thourotte²¹ (1238-1246), dont le principal titre de gloire est d'avoir largement contribué à l'instauration de la Fête-Dieu²², qui est aussi la fin de la période dont nous avons à parler ici, commence l'épiscopat d'Henri de Gueldre²³ (1247-1274). C'est le pape Innocent IV (1243-1254), véritable icône de la théocratie pontificale, qui concéda la mitre à ce fils du comte Gérard IV de Gueldre (1207-1229), à charge pour Henri d'apporter un soutien sans faille à la cause romaine dans le conflit qui l'opposait à Frédéric II (empereur, 1220-1250). Fidèle à de très pontificaux rois des Romains, Guillaume de Hollande, son cousin, et son successeur Richard de Cornouailles, le prélat liégeois remplit parfaitement cette mission, ce en quoi il se situe dans la lignée de ses prédécesseurs. Au vrai, la singularité de son règne, le Gueldrois la doit à deux personnalités : Henri de Dinant et la sienne propre. Outre le fer de lance d'une guerre de clans dont le but était l'autorité sur la cité de Liège et la carte, bien peu maîtresse en définitive, d'un échevinage liégeois qui voulait rallier la population urbaine à sa volonté de préserver les libertés confirmées un demi-siècle plus tôt par Albert de Cuyck, le premier Henri fut en quelque sorte la figure emblématique des conflits, certes encore balbutiants, mais dorénavant perpétuels, bien qu'intermittents, entre le prince-évêque et les villes de ses États. En 1253, le prince se vit refuser par ce bourgmestre de Liège, d'origine patricienne, le concours des milices urbaines liégeoises pour l'expédition militaire qu'il projetait de mener au profit de son parent, le Hennuyer Jean d'Avesnes. Victorieux des villes en 1255, soutenu qu'il fut par une coalition princière, et pour l'heure conforté dans son pouvoir, Henri de Gueldre sera à nouveau confronté à des révoltes urbaines dès 1269 et ses prérogatives militaires, fiscales et financières seront cette fois battues en brèche. Reste la personnalité d'un prélat qui fut, *in fine*, forcé de remettre son anneau au pape Grégoire X, un ancien archidiacre liégeois auquel il avait jadis asséné un uppercut magistral. Celui que l'on a pu qualifier à bon droit d'« évêque de proie », de seigneur pillard (*Raubritter*)²⁴ – dans les dernières années de sa vie –, traîne depuis le XIII^e siècle une réputation qui est loin de fleurir comme baume. S'il n'y a sans doute pas lieu de réhabiliter un homme qui n'hésita pas à assassiner son successeur, force est de constater qu'il manifesta de grandes qualités d'homme politique – il parvint à préserver ses terres des incur-

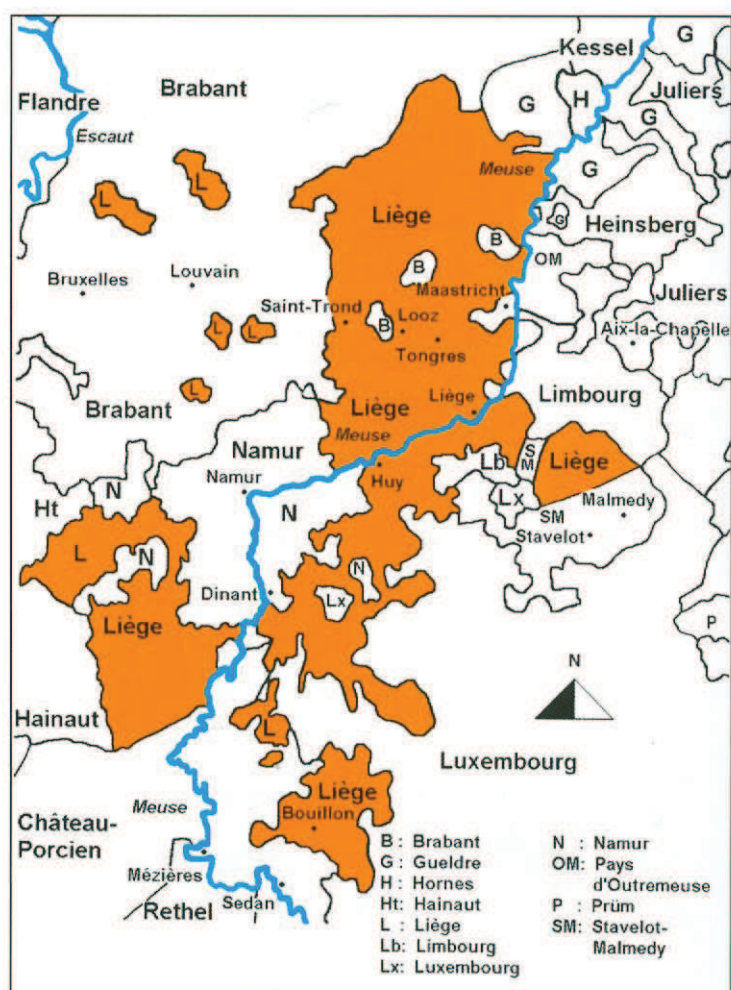


FIG. 4.
Les principautés mosanes au XIV^e siècle.

sions étrangères et à étendre sa propre influence –, qu'il partagea les défauts de bon nombre des grands de son époque, fussent-ils souverains pontifes, et que toutes ces histoires de prostitution de l'épiscopat, de bâtards, de sérail et autres actes de luxure que l'on aime narrer à son propos sont, pour une large part, tirées d'une bulle pontificale, ou, pour mieux dire, d'un salmigondis verbeux, un catalogue des turpitudes épiscopales dressé avec faconde dont l'on a en fait toutes les raisons de penser qu'il s'agit d'un faux²⁵.

L'on a pu dire par le passé et on lit encore parfois de nos jours que l'évêque de Liège post-Église impériale et la principauté des XIII^e-XV^e siècles (fig. 4) voient leur importance internationale réduite à la portion congrue, voire deviennent quantité proprement négligeable, en ce compris comme objets d'étude pour l'érudition historique. Cette vision des choses ne nous paraît pas rigoureusement exacte. On en a la parfaite

illustration avec Henri de Gueldre : à l'instar de celle de la période précédant 1200, l'histoire politique du bas Moyen Âge liégeois constitue un fascinant domaine de recherches. Et ce parce que la principauté et son chef d'État, s'ils perdirent de leur impact intrinsèque, resteront toujours des maillons déterminants dans la chaîne des États européens, et, sinon à chaque instant des pièces maîtresses, tout au moins des pions qu'il est toujours bon de pouvoir avancer à son profit sur l'échiquier du temps. Entre ces années 1238-1239, au cours desquelles le lignage de Savoie, une véritable famille européenne, parvint, au prix d'une lutte acharnée, à placer l'un de ses membres sur le trône liégeois, Guillaume en l'occurrence, qui mourut avant de faire ne fût-ce qu'une apparition à Liège²⁶, et ce ^{xv}^e siècle et le règne de Philippe le Bon, un prince qui avait des vues sur l'Empire et s'appliqua dès lors à soumettre un

maximum de principautés germaniques, en particulier celle de Liège, située aux avant-postes de l'Empire, sorte de « trait d'union » entre les États français et les possessions néerlandaises du duc, et détentrice d'Aix-la-Chapelle, ville de sacre royal²⁷ – combien d'exemples ne pourrait-on pas avancer ?

Le contexte économique et social du pays mosan

Après le contexte politique, examinons l'arrière-plan économique et social du « pays mosan » à l'époque romane. L'approche se voudra originale et veillera à mettre en exergue les éléments donnant à ce tableau une dimension en matière artistique. Après une définition du cadre géographique du sujet, l'on tentera d'en éclairer les fondements économiques, en énumérant en premier lieu les potentialités de cette région et en montrant comment la rivière a pu favoriser l'essor de la vallée, en illustrant ensuite le développement des villes mosanes, en expliquant enfin le rôle joué par les diverses infrastructures liées aux cours d'eau dans cette évolution. Les aspects sociaux d'une forte croissance clôtureront la synthèse.

Les limites du pays mosan

Jamais les historiens n'ont pris la peine de délimiter avec précision le « pays mosan ». Ce flou gêne l'enquête, surtout lorsqu'il s'agit de décrire le trafic fluvial et les conditions de navigation. Selon F. Rousseau, cette entité correspondrait au territoire de l'ancien diocèse de Liège, l'antique *civitas Tungrorum*, soit l'hinterland de la Meuse à hauteur de son cours moyen (fig. 5). La rivière en constituerait ainsi l'axe géographique. Cet espace formerait une unité aux points de vue religieux,



FIG. 5.

Carte du diocèse de Liège au milieu du ^{xii}^e siècle.

1. Heerwaarden - 2. Thorn - 3. Aldeneik - 4. Maastricht -
5. Heugem - 6. Saint-Pierre (Maastricht) - 7. Lanaye -
8. Nivelles-sur-Meuse - 9. Visé - 10. Argenteau - 11. Liège -
12. Saint-Laurent (Liège) - 13. Saint-Jacques (Liège) -
14. Saint-Gilles (Liège) - 15. Avroy (Liège) - 16. Seraing -
17. Aigremont - 18. Flône - 19. Amay - 20. Tihange -
21. Huy - 22. Namur - 23. Jambes - 24. Profondeville -
25. Lustin - 26. Dinant - 27. Waulsort - 28. Agimont -
29. Hierges - 30. Arches.

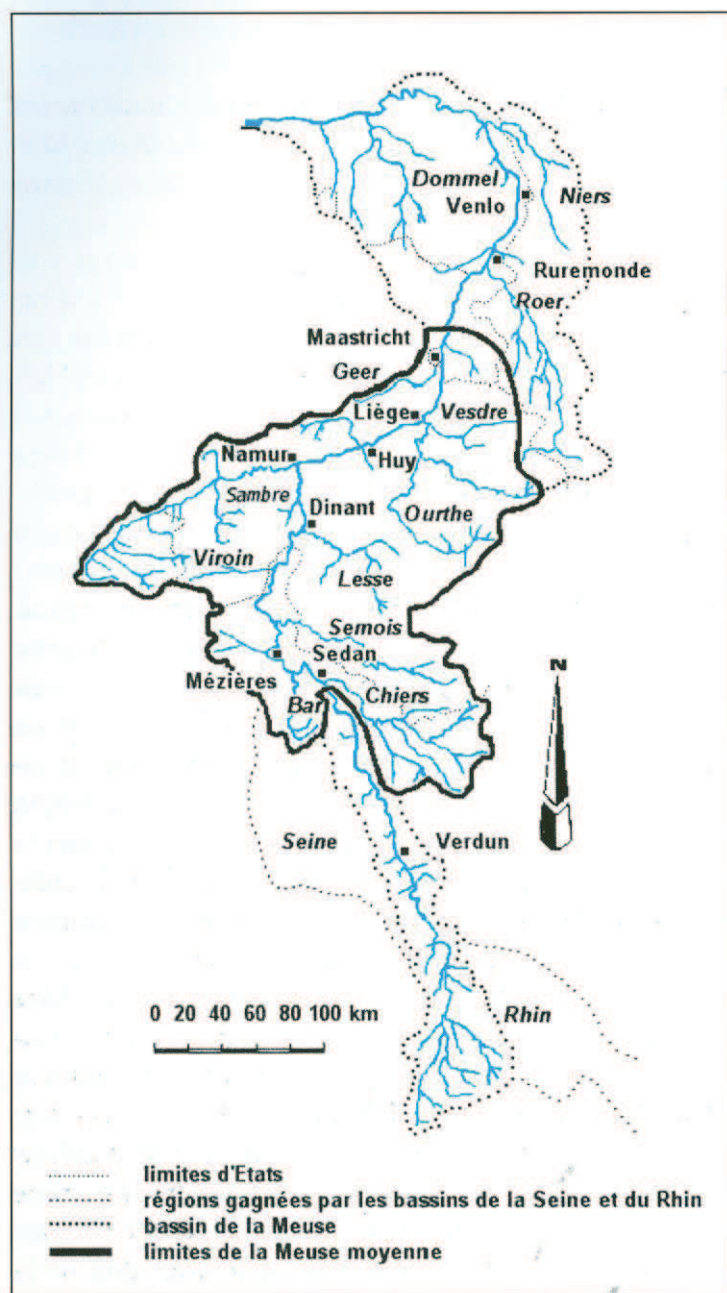


FIG. 6.
Le bassin hydrographique de la Meuse (les limites de la Meuse moyenne).

économique, mais aussi intellectuel et artistique. Dans la suite, les historiens s'appuient sur cette étude pionnière et reprennent peu ou prou le même cadre spatial, comme A. Joris ou G. Despy, en ajoutant l'une ou l'autre remarque critique²⁸.

La proposition de F. Rousseau se heurte à un double problème : les frontières de la province ecclésiastique liégeoise, mais aussi la pertinence d'une telle définition pour rendre compte de la spécificité du « pays mosan ».

L'examen des limites diocésaines s'avère très délicat. Tout d'abord, l'hypothèse selon laquelle la *civitas Tungrorum* a « produit » la province de Tongres au IV^e ou au V^e siècle doit s'accompagner d'importantes précautions, en raison d'une documentation excessivement lacunaire. Ensuite, on s'est appuyé sur le tracé des frontières du bas Moyen Âge afin de restituer celui des anciennes cités. Mais cette « méthode » peut se révéler dangereuse. Il existe en effet un hiatus de près de dix siècles entre l'époque mérovingienne et les premiers pouillés, relevés de biens permettant de déterminer le tracé des circonscriptions religieuses. En outre, au haut Moyen Âge, il ne peut être question de limites, mais bien de larges zones intermédiaires entre les noyaux de peuplement²⁹. Aussi doit-on se contenter d'estimer les contours généraux du diocèse de Tongres-Maastricht-Liège, et de présumer qu'ils restent stables, sans pouvoir préciser où se trouve la « frontière » à hauteur du fleuve à cette époque³⁰ (fig. 6). Si une nette croissance démographique se produit aux XI^e et XII^e siècles, si les pouvoirs politiques organisés s'élargissent avec les défrichements, si enfin une volonté et une nécessité de fixer les bornes de l'autorité apparaissent, les zones d'ombre restent toutefois nombreuses. Des limites ne commencent à se fixer qu'à partir du XIII^e siècle, et il faut attendre le XIV^e ou même le XV^e siècle pour que des pouillés précisent enfin les contours de l'évêché de Liège. Quant à la pertinence de cette définition spatiale du pays mosan, on remarquera que, si elle convient pour étudier tout ce qui concerne l'Église, elle ne paraît pas du tout adéquate lorsque l'on considère les aspects économiques de cette région, par exemple le trafic fluvial. Seuls des critères géographiques et techniques précisant le degré de navigabilité permettent de déterminer la section moyenne du cours d'eau.

Comme hypothèse de départ, admettons que la limite amont du pays mosan coïncide avec celle du diocèse, soit à proximité du confluent de la Meuse et de la Semois³¹. J. Rigault a quelque peu corrigé cette définition. L'étude des comptes du péage de Châteauneuf-Regnault, entre Revin et Mézières, le pousse à inclure cette dernière ville dans la partie médiane de la rivière³². Puis J.-P. Devroey et C. Zoller ont affirmé qu'il faut reporter ce seuil à hauteur de Revin, soit 50 kilomètres plus au nord ; toutefois, cette proposition, fondée sur l'interprétation erronée de quelques documents et dépourvue d'informations géographiques, ne convainc pas³³. Par contre, il existe

de nombreux témoignages qui attestent l'importance de la navigation entre Mézières et l'aval de la vallée³⁴. Bien plus, un « mémoire » du XVII^e ou du XVIII^e siècle nous informe qu'une véritable frontière pour le trafic fluvial se situe à Sedan. Cette précision à propos de la navigabilité est d'ailleurs confirmée grâce aux études des géomorphologues et aux chiffres récoltés par les géographes sur la pente, sur la largeur du lit mineur et de la plaine alluviale, et sur les précipitations ou l'apport en eau des affluents. On considérera dès lors que la limite amont de la Meuse moyenne peut être fixée au confluent de la Chiers et du fleuve, peu en amont de Sedan : c'est à partir de cette localité que s'établit une véritable navigation pendant toute l'année³⁵.

En ce qui concerne la frontière aval du pays mosan, le cadre proposé par F. Rousseau reste le diocèse de Liège à la hauteur du cours moyen de la rivière. Il hésite toutefois quant au sort à réserver à la Toxandrie, partie septentrionale de celui-ci, qui correspond sans conteste à la basse Meuse³⁶. Ici aussi, seuls des critères géographiques et techniques déterminant le degré de navigabilité permettent une délimitation. J.-P. Devroey et C. Zoller estiment que Maestricht constitue le principal sinon le seul point de rupture de charge entre le delta et la section moyenne du fleuve³⁷. Or la pente de la rivière s'accroît brusquement non pas à l'amont de cette ville, mais bien en aval, en plusieurs paliers, dont le principal se situe à Ruremonde. Cependant, cette rupture de pente n'apparaît pas déterminante : à la faveur des hautes eaux, les gros bâtiments d'aval remontent la Meuse jusqu'à Maestricht et même Liège ; à l'inverse, nombre de bateaux de la région liégeoise fréquentent le delta. Il faut considérer également les autres facteurs géographiques évoqués ci-dessus, pour déterminer la frontière entre les parties moyenne et inférieure du fleuve. Mais ceux-ci ne permettent pas d'apporter une réponse nette à notre question. On peut toutefois fixer de manière raisonnable aux alentours de Maasbracht, non loin de Ruremonde, la limite entre les cours moyen et inférieur de la rivière. Dès lors, Maestricht apparaît comme la cité la plus en aval de cet espace³⁸.

On définira ainsi le « pays mosan » comme la région constituée par le bassin moyen du fleuve, entre Sedan et Maestricht. Certains estiment, à bon droit, qu'il faut y adjoindre Saint-Trond et ses environs, ville dont l'expansion commerciale présente des caractères identiques à ceux observés dans les agglomérations de la vallée³⁹.

Richesses et essor du pays mosan

L'étude des fondements économiques doit commencer par l'inventaire des richesses naturelles proches de la rivière, et par l'examen du rôle joué par celle-ci dans l'essor de la vallée.

Divers minerais sont exploités dès l'époque romaine. Ainsi, des trouvailles archéologiques et des scories de fer attestent alors une activité sidérurgique dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et le Condroz, à Amay et à Jupille, puis, sous les Mérovingiens, à Namur, Huy et Maestricht⁴⁰. À partir du XIII^e siècle, les fourneaux et les forges se multiplient et se déplacent vers les cours d'eau. Cette évolution est due à une importante innovation : le marteau hydraulique⁴¹. Les archéologues ont mis au jour récemment des creusets de bronziers à Namur, Huy et Maestricht, qui témoignent d'une pratique de la métallurgie depuis la période romaine⁴². Il existe quelques minières de plomb près de la vallée, mentionnées dès le X^e ou le XI^e siècle non loin de Hierges, en amont de Givet⁴³. À partir du début du XIII^e siècle, la découverte de plusieurs gisements plombifères coïncide avec une demande accrue de plomb. Ces minières composent un bassin qui s'étend de Namur à Liège, à proximité du fleuve⁴⁴. Au I^{er} siècle de notre ère, Pline l'Ancien rapporte la découverte d'un gisement de calamine, carbonate de zinc, situé très vraisemblablement dans la région mosane⁴⁵. Or le zinc entre pour un tiers dans la composition du laiton, en alliage avec le cuivre. Mais, jusqu'au XIX^e siècle, on ne parvient pas à extraire le zinc pur du minerai. Aussi doit-on se contenter, sur place, de tirer de la calamine, par calcination, de l'oxyde de zinc. Ce minerai se trouve en quantité importante dans la vallée, de part et d'autre de Huy⁴⁶. On rencontre enfin, non loin de Namur, de la derle, terre plastique indispensable à la métallurgie, puisqu'elle sert à la fabrication des creusets et des moules⁴⁷.

Les principaux matériaux de construction foisonnent à proximité de la rivière. Le bois occupe une place essentielle à cette époque, non seulement pour la construction des bâtiments ou des bateaux, mais aussi dans l'industrie des armes, entre autres⁴⁸. De vastes forêts avoisinent le fleuve et ses affluents. À la fin du XVIII^e siècle encore, les zones boisées de l'« espace belge » se concentrent, pour plus de 80 %, dans le bassin de la Meuse, surtout en Ardenne⁴⁹. La vallée comprend plusieurs sites d'extraction de la pierre, dont certains

sont probablement connus et exploités dès l'époque romaine : les rochers calcaires proches de Namur et le tuffeau en amont de Maestricht⁵⁰. L'emploi de ces pierres ne se limite pas à la construction. Le marbre noir de Dinant convient fort bien pour la sculpture monumentale, dont le goût se manifestera surtout à partir de la fin du XIII^e siècle. La pierre est aussi utilisée pour façonner des meules ou produire, par calcination, de la chaux, qui entre pour un tiers dans la composition du mortier⁵¹. Parmi les matériaux, il faut également mentionner l'ardoise, à nouveau employée pour la couverture des toits à partir du milieu du XII^e siècle⁵². Les principales carrières d'où provient ce matériau sont connues très tôt. Ces fosses se situent dans le massif schisteux ardennais, à proximité de la rivière, en aval de Mézières (Fumay, Monthermé et Rimogne). Ces ardoisières jouissent quasiment d'un monopole dans les anciens Pays-Bas⁵³.

Le combustible le plus usuel est le bois – bois de chauffage et charbon de bois – originaire des grandes forêts ardennaises⁵⁴. Un autre combustible reste longtemps particulier au pays mosan, voire aux environs de Liège : la houille. Le chroniqueur Renier de Saint-Jacques relève en 1195 la découverte de *terra nigra* près de cette ville. En 1213, il affirme que l'on s'en sert aussi bien pour se chauffer que dans les forges⁵⁵. L'industrie houillère progresse assez vite. Dès le XIII^e siècle, on trouve de nombreux gisements dans la région liégeoise⁵⁶.

La vallée offre encore certaines matières premières indispensables à la draperie, qui se développe dans les villes proches du fleuve à partir du XIII^e siècle. Signalons la culture de la guède en Hesbaye, entre Namur et Liège. Cette plante tinctoriale, broyée au moulin, permet d'obtenir toute la gamme des couleurs à base de bleu⁵⁷.

Enfin, attirons l'attention sur les denrées, et notamment les céréales, essentielles dans l'alimentation jusqu'il y a peu. Dès le XI^e siècle, l'évêque Wazon parvient à constituer, en période d'abondance, des réserves de grains, ce qui paraît extraordinaire pour l'époque. Au début du XIII^e siècle, Renier de Saint-Jacques observe que les récoltes, entre autres dans la riche Hesbaye, sont, le plus souvent, satisfaisantes et que la population trouve un approvisionnement suffisant sur les marchés locaux ou régionaux⁵⁸. Le poisson tient aussi

une grande place parmi les vivres, surtout pendant les nombreuses périodes de jeûne et d'abstinence prescrites par l'Église. La salaison des poissons contribue à accroître la consommation de cette denrée⁵⁹.

Ainsi, les potentialités du pays mosan, considérables et très diversifiées, constituent à son profit un véritable « scandale géographique ». Le cours d'eau joue un rôle capital dans le trafic de ces marchandises, mais aussi pour l'importation de quelques produits dont manque la région. C'est le cas du cuivre en provenance du Harz (Saxe), de l'étain (pour former du bronze en alliage avec la calamine) et des laines d'Angleterre (la production locale ne suffit pas), des poissons de mer et du sel venant du delta, des vins originaires de la Moselle et du Rhin, de la Saintonge et du Poitou, d'Île de France et de Champagne, d'Auxerre (dans la vallée, les vendanges restent aléatoires et de qualité médiocre), des grains, importés lors des périodes de disette depuis la Hollande, la Gueldre et la Champagne, parfois en grande quantité. La rivière permet en outre l'exportation des articles fabriqués dans les villes : draps et dinanderie ou « batterie » (fabrication et commerce de multiples ustensiles en laiton, chaudrons, poêles, mais aussi objets du culte), à destination de Londres, de Cologne et de la Rhénanie, des foires de Champagne et de Paris, de Francfort et de l'Empire, de l'Italie septentrionale et de l'Espagne⁶⁰.

C'est que la rivière contribue à fixer tout près d'elle ou à favoriser l'essor de plusieurs industries. En effet, le transport fluvial, malgré des inconvénients tels qu'une navigabilité inégale selon les endroits ou les saisons, réunit des avantages décisifs sur le transport terrestre. Tout d'abord, l'état des « routes » reste désastreux jusqu'au XVIII^e siècle. Ensuite, ce qui paraît déterminant, la contenance d'un bâtiment est de très loin supérieure à celle d'une charrette. Ainsi un chariot peut-il emporter de deux à quatre tonnes de marchandises alors que la capacité de chargement d'un bateau mosan, à cette époque, dépasse probablement de beaucoup les quatre-vingts tonnes. Au vrai, la rivière garde toujours la préférence pour le trafic de nombreuses matières pondéreuses ou encombrantes⁶¹. Le cours d'eau attire même à lui, pour des raisons de coût et de commodité, des produits que l'on peut aisément confier au charroi : laine et draps constituent ainsi de précieux frets de complément. En fait, ce sont les matières dont l'acheminement pose le moins de problèmes que l'on importe :

c'est le cas du cuivre, dans l'industrie du laiton, alors que le transport de la calamine paraît beaucoup plus difficile. Ceci explique la naissance puis le développement extraordinaire de la « batterie » dans les agglomérations mosanes, près des gisements de ce minéral. De la même manière, la proximité des gisements de fer et de plomb par rapport au fleuve contribue, pour beaucoup, à la croissance de l'industrie métallurgique dans les cités⁶².

Dès lors, la dynamique de la rivière, artère essentielle pour l'ensemble du bassin, paraît très puissante. Le trafic fluvial, d'une variété et d'une intensité remarquables, se manifeste tant sur le plan local ou régional que dans les échanges à longue distance. De manière plus particulière, le cours d'eau unit sans conteste les diffé-

rentes villes de la vallée, au point que toute cette contrée forme ce que l'on peut vraiment appeler le « pays mosan ».

N'omettons toutefois pas le réseau routier. Il se réveille à partir du milieu du XI^e siècle et complète les voies navigables : ainsi la route qui mène de Bruges vers l'Italie par l'Ardenne et la Lorraine, en franchissant la rivière à Huy, celle de Bruges à Cologne, ou encore l'ancienne chaussée romaine qui relie Boulogne à Cologne, toutes deux passant par Maestricht⁶³.

FIG. 7.
Liège, quartier du pont d'Île, vue ancienne.
Gravure d'Alfred Ista.



Le développement rural et la croissance urbaine

L'essor du pays mosan à l'époque étudiée repose aussi bien sur les progrès des campagnes que sur ceux des agglomérations, et s'accompagne d'un accroissement démographique considérable⁶⁴. On esquissera brièvement le développement rural avant de décrire de manière plus précise la croissance urbaine. Bien sûr, les campagnes restent alors et pour quelques siècles encore tout à fait prédominantes, mais le poids des villes pèse davantage en ce qui concerne la production artistique.

Depuis l'époque carolingienne, le monde rural ne cesse de progresser. Cette expansion s'accélère encore du XI^e au XIII^e siècle, lors de ce que l'on appelle les « grands défrichements ». À cette époque où s'étendent les anciens habitats et où se multiplient les nouveaux noyaux de peuplement, on atteint un maximum dans la mise en culture des terres agricoles ; parmi celles-ci, notons la présence des sols très fertiles de la Hesbaye. Il s'agit là d'une « révolution agricole » au cours de laquelle se généralise la rotation triennale (succession sur trois ans de la culture de blés d'hiver, puis de blés de printemps, enfin d'une jachère, période de repos qui permet à la terre de se reconstituer) et se développe l'assolement (organisation de cette rotation pour tout un terroir) ainsi que l'usage de la marne, pour amender les champs. Ces pratiques culturelles, mais aussi l'amélioration de l'outillage et de l'attelage, entraînent une hausse importante de la productivité des céréales. Il existe encore d'autres cultures, dont celle de la vigne, attestée sur les collines qui bordent le fleuve dès le VIII^e siècle, ou celle de la guède, mentionnée en Hesbaye au XIII^e siècle. Les surplus dégagés dans les campagnes, au sein d'un monde fondamentalement rural, vont favoriser le progrès des cités⁶⁵.

La vie urbaine apparaît de manière très précoce dans la vallée dès avant l'époque carolingienne, puis connaît un essor qui se poursuit sans discontinuer. Après la période troublée qui précède l'incorporation de la Lotharingie au royaume de Germanie en 925, plusieurs indices témoignent d'une réelle expansion économique des agglomérations mosanes⁶⁶. Autour des *castra* se sont développés les noyaux urbains, où se maintiennent les fonctions multiples qui constituent

toute ville, apparues depuis l'époque mérovingienne et parfois même romaine, qu'elles soient défensive, politique ou administrative – présence de fortifications ou d'un château à Namur, Dinant, Huy et Maestricht, perception d'un tonlieu dans ces trois dernières localités –, économique – activités artisanales et commerciales en relation avec des marchés proches ou lointains comme dans toutes les cités de la vallée –, et religieuse – siège d'un évêque à Maestricht puis à Liège⁶⁷. Dinant abrite un marché régional au milieu du X^e siècle et est qualifiée d'*emporium* à la fin de ce même siècle⁶⁸. La croissance de Namur s'affirme à cette époque, lorsque le comte de Lomme s'installe dans le donjon qui surplombe le confluent. La localité comporte dès lors un quartier loti, près du débarcadère, et voit son rôle régional s'affermir⁶⁹. À Huy, le noyau urbain s'étend en dessous du *castrum* et abrite un marché régional, actif surtout dans la seconde moitié du X^e siècle. La ville devient le centre d'un comté, offert en 985 aux évêques de Liège avec le tonlieu et la monnaie, et est qualifiée de *civitas* à la fin du X^e siècle⁷⁰. Liège, à présent chef-lieu du diocèse, commence à se développer de manière significative. Les évêques y élèvent plusieurs églises. Sous l'épiscopat d'Éracle (959-971) apparaissent les *cives Leodicenses*, lors d'une révolte contre leur seigneur, indice précieux quant à la vitalité de cette classe « bourgeoise » dans la cité. Au même moment, Liège dispose peut-être d'un tonlieu et comporte, à côté du noyau primitif, un *novus vicus* (*Neuvise*), un quartier marchand. Elle prend une grande importance sous le règne de Notger, qui, on l'a dit, façonne véritablement le visage médiéval de l'agglomération⁷¹. À Maestricht, en 980, des droits sont toujours perçus sur l'amarrage des bâtiments. Le tonlieu, la monnaie, le pont sont encore mentionnés en [987-988], de même qu'un marché hebdomadaire, où l'on peut acheter des objets métalliques. Le duc de Lotharingie dispose peut-être d'une résidence située à côté de Saint-Servais. Enfin, sur la rive droite du fleuve, à Wyck, s'étend un nouveau quartier⁷².

À cette époque, la production des monétaires se poursuit, assurée par un grand atelier à Maestricht, trois centres de taille moyenne à Liège, Huy et Namur, deux plus petits à Dinant et Visé. Peu avant l'an mil, la présence de monnaies mosanes est attestée à Cologne, première trace explicite de contacts commerciaux avec la Rhénanie⁷³. À la fin du X^e siècle, Notger, à la tête d'un



FIG. 8.
Maastricht,
église Saint-Servais,
crypte orientale.

véritable État territorial, accroît de manière sensible les possessions de l'Église de Liège, dont la puissance prend appui surtout le long de la rivière⁷⁴. C'est alors qu'apparaissent les premières indications à propos de la nature des marchandises transportées, très vraisemblablement, sur le cours d'eau : du vin, du fer et, peut-être, des draps⁷⁵.

Au cours des XI^e et XII^e siècles, Dinant, Namur, Huy, Liège et Maastricht deviennent de véritables villes. La population de ces agglomérations marchandes croît sans cesse. Elles abritent des foires et sont bientôt pourvues d'une vaste enceinte ; elles disposent en outre d'un pont⁷⁶. Dans ces villes fonctionnent toujours des

ateliers monétaires et on y perçoit un tonlieu⁷⁷. C'est aussi aux XI^e et XII^e siècles que se situe l'apogée des grandes abbayes mosanes, qui jouent également un rôle remarquable dans le développement économique de la vallée⁷⁸. Parmi les ensembles territoriaux qui se forment alors dans cette région, la terre de saint Lambert apparaît de loin le plus important. Les possessions de l'Église de Liège s'ordonnent principalement suivant l'axe du cours d'eau. Il en va de même pour celles du comté de Namur⁷⁹.

De nombreux indices mettent en lumière la richesse des agglomérations mosanes, qui se fonde sur d'intenses échanges nécessités par la recherche de matières

premières et par l'ouverture de larges débouchés pour les produits manufacturés. Le sacrifice financier extraordinaire consenti par les Hutois afin d'obtenir la charte d'affranchissement de 1066 est, à cet égard, particulièrement révélateur, tout comme le fait que ce prélat s'appuie sur les « bourgeois » pour préserver ses propres intérêts dans la ville. Au milieu du XI^e siècle, Dinant fait aussi preuve d'une importante activité commerciale. À la fin du siècle, Liège, capitale du diocèse et de la principauté, compte également de riches marchands⁸⁰. L'apparition du contrat de mort-gage au sein de cette région au début du XI^e siècle, qui permet l'augmentation des moyens de paiement, la présence de prêteurs dans la vallée dès la seconde moitié du XI^e siècle ou encore la diffusion très importante des monnaies mosanes témoignent encore de cette remarquable vitalité⁸¹. Bien plus, les premières traces de la participation des Liégeois et des Hutois, puis des Maestrichtois, Namurois et Dinantais au commerce « à longue distance » en Angleterre, en France, en Rhénanie, constituent la preuve la plus claire de ce dynamisme⁸². Les trafics qu'exercent ces marchands caractérisent nettement les activités artisanales qui font la prospérité de leurs cités dès le début du XI^e siècle : la plus ancienne, la « batterie » et, dans une moindre mesure, la draperie ou encore la tannerie. Rappelons que ces échanges portent surtout sur les importations de matières premières nécessaires à ces « industries » d'une part, et sur l'exportation de leurs produits d'autre part. Dès le milieu du XI^e siècle, le « record » des droits du comte de Namur à Dinant révèle la circulation de ces marchandises sur la rivière : le plomb, le cuivre et l'étain. Mais il existe aussi un transport de denrées (céréales, sel, épices) et de matériaux extraits à proximité du fleuve, tels le bois et l'ardoise⁸³. À cette époque donc, le cours d'eau joue un rôle primordial, aussi bien dans l'expansion des agglomérations marchandes et de leurs artisanats que dans le trafic d'un grand nombre de produits.

Au XIII^e siècle, les villes de la vallée continuent à se développer⁸⁴. Leurs industries et, partant, leur commerce d'exportation se spécialisent ; on fabrique essentiellement des draps à Huy, à Liège, à Maestricht et, dans une moindre mesure, à Namur, des articles de « batterie » à Dinant ainsi que dans la petite localité de Bouvignes. D'autres activités prennent alors une certaine extension, telle la sidérurgie⁸⁵.

Le trafic fluvial, qu'il soit local, régional ou interrégional, progresse, parfois lié à ces industries, comme le transport de calamine, attesté à cette époque. On enregistre le passage sur la rivière de bois flottés, de cargaisons d'ardoises et de pierres extraites des fosses et des carrières proches du cours d'eau, ou de vin et de céréales. Les échanges avec la basse Meuse semblent se développer : les premières mentions d'importation de sel ou de harengs zélandais à Liège apparaissent, comme aussi celles d'exportation de houille liégeoise vers le delta⁸⁶. La multiplication des tonlieux sur la rivière, mais surtout la hausse des revenus de quelques-uns de ces péages traduisent les progrès du commerce⁸⁷. Loin de marquer « l'arrêt de croissance », voire le déclin du pays mosan, le XIII^e siècle connaît donc une augmentation du volume des échanges, que nourrissent surtout les divers artisanats, en plein essor⁸⁸.

Le rôle des infrastructures

Il s'avère aussi intéressant d'évoquer certaines infrastructures qui jouent un rôle considérable dans le dynamisme économique des agglomérations de la vallée. À côté des halles – elles n'apparaissent qu'au début du XIII^e siècle –, notons les débarcadères et les ponts qui favorisent le trafic tant fluvial que terrestre, ou encore des moulins qui rendent possible le développement des activités caractéristiques du pays mosan⁸⁹.

Les débarcadères constituent une infrastructure fort importante pour ces villes marchandes. Mentionnés très tôt, ces *portus* ou *applés* se situent à proximité immédiate du noyau urbain⁹⁰. Le rôle essentiel des débarcadères consiste, cela va de soi, à approvisionner la cité et à écouler ses produits. En outre, c'est à l'*applé* que l'on lève tonlieu de transit ou winage. Il s'agit là, en effet, de la seule infrastructure qui offre la possibilité technique d'arrêt pour les bateaux, condition indispensable au contrôle de la cargaison et à la perception de la taxe⁹¹. La configuration assez particulière de Liège, à cheval sur un véritable delta formé par le confluent du fleuve et de l'Ourthe, autorise et facilite l'utilisation de multiples rivages⁹². D'un autre côté, la pratique aisée et habituelle de l'échouage explique à la fois l'étendue ou le nombre des débarcadères et le caractère tardif de leur aménagement. En effet, une berge en pente douce permet toujours l'échouement des bâtiments, quelle que soit la hauteur des eaux. Il existera encore très longtemps d'importants

applés non aménagés⁹³. Enfin, notons que l'équipement de ces ports se réduit à peu de choses : des pieux fichés sur la berge permettent d'amarrer les bateaux⁹⁴.

La rivière ne représente pas un obstacle au sein des cités mosanes. En effet, la plupart de celles-ci naissent et se développent à proximité immédiate d'un point de passage du cours d'eau. Très tôt – dès le XI^e siècle –, des ouvrages en pierre ont été lancés sur celui-ci, à Liège en [1025-1037], à Dinant en 1080, puis à Namur avant le milieu du XIII^e siècle⁹⁵. Le plus souvent, ces ponts remplacent des édifices plus anciens, composés d'un tablier en bois jeté sur des piliers en pierre ; celui de Maestricht a été reconstruit au début du IV^e siècle, celui de Dinant apparaît en 824, celui de Huy est mentionné dès le milieu du XI^e siècle⁹⁶. En fait, les ponts se révèlent primordiaux dans l'infrastructure aussi bien fluviale que terrestre. Ils facilitent le contrôle du trafic sur la rivière comme sur la route⁹⁷. Ces ouvrages jouent aussi un rôle essentiel dans l'activité économique des agglomérations. Dans le cadre de la ville, le pont provoque dans son prolongement la naissance et le développement de rues commerçantes, et, de manière plus particulière, du quartier situé outre-Meuse. À l'échelon régional, voire international, l'importance de l'édifice paraît évidente, puisqu'il permet à l'axe routier de franchir le cours d'eau en toute sécurité. Enfin, le pont, point de passage obligé, offre sur l'itinéraire terrestre, comme le débarcadère sur la voie fluviale, un endroit privilégié où l'on lève les taxes de transit, *pontenage* ou *winage*⁹⁸.

Un autre type d'infrastructure occupe une grande place dans l'économie urbaine : les moulins hydrauliques. Ces machines apparaissent dans la vallée dès la seconde moitié du IX^e siècle, mais leur multiplication se produit surtout aux XII^e et XIII^e siècles⁹⁹. De tels engins sont établis sur de petits affluents à forte pente – un ruisseau près de la porte d'Ardenne à Mézières, le torrent de Leffe à Dinant, le Houyoul à Namur, le Hoyoux à Huy, la Legia à Liège. On en installe aussi sur de petites rivières au courant assez puissant, la Sambre à Namur, l'Ourthe à Liège et le Geer à Maestricht. D'autres enfin sont placés sur des bras du fleuve, comme le « petit torrent » à Liège, en aval du pont d'Île. Mais ces roues ne sont jamais établies sur le cours principal de la Meuse. Le gros moulin de l'abbaye de Saint-Jacques à Liège, mentionné depuis la seconde moitié du XII^e siècle, se voit installé sur un petit canal de dérivation parallèle à

la rivière¹⁰⁰. Au vrai, le système hydrographique de la cité, très dense, permet une implantation étendue de ces machines¹⁰¹. Leur affectation et leur équipement s'avèrent fort variés. Les activités les plus habituelles, la meunerie et la brasserie, sont attestées en premier lieu. Vient ensuite la draperie : dès le début du XIII^e siècle, des engins foulent les draps. Les tanneurs emploient des moulins à tan à la fin du XIII^e siècle¹⁰². La métallurgie et la sidérurgie vont bientôt connaître, par l'utilisation systématique de la force hydraulique, un développement extraordinaire. Les fourneaux et les premiers marteaux se multiplient dès le XIII^e siècle de part et d'autre du fleuve, dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et en Ardenne¹⁰³. Ces machines consistent généralement en une roue à aubes actionnée par l'eau venant d'en dessous ; celle-ci entraîne les axes de transmission, les différents engrenages ou les arbres à cames, qui mettent en mouvement l'équipement spécifique de chaque unité¹⁰⁴. Rappelons la richesse du réseau hydrographique de la vallée, qui offre aux villes de la région, par l'installation de nombreux engins, toute l'énergie dont elles ont besoin¹⁰⁵.

Les aspects sociaux

L'essor de la dinanderie puis de la draperie et les progrès du commerce font la richesse des marchands mosans. Bientôt, ceux-ci cherchent à obtenir certaines « libertés » – entendons franchises ou privilèges –, afin de pouvoir exercer plus aisément leurs activités et de ne plus être soumis à l'arbitraire de leur seigneur. Vers 965 semble-t-il, les bourgeois de Liège se révoltent contre l'évêque Éracle, puis, en 1042-1048, de manière fort précoce, ils apportent une aide militaire à l'évêque Wazon en gardant les remparts de la cité. La charte hutoise de 1066, qui offre aux marchands le maintien de l'ordre et de la paix, indispensables aux échanges, a déjà été évoquée. Rappelons l'importance de ce sacrifice financier, qui témoigne à la fois de la richesse et de la détermination des bourgeois. Ajoutons la charte de confirmation des privilèges liégeois accordée par Albert de Cuyck en 1196-1200, qui réglemente le ravitaillement de la cité¹⁰⁶. Parmi les marchands, les plus riches et les plus puissants s'adonnent au grand commerce du vin ou du drap notamment et font preuve d'un dynamisme remarquable. Peu nombreux, ils parviendront à diriger les institutions communales naissantes dans la première



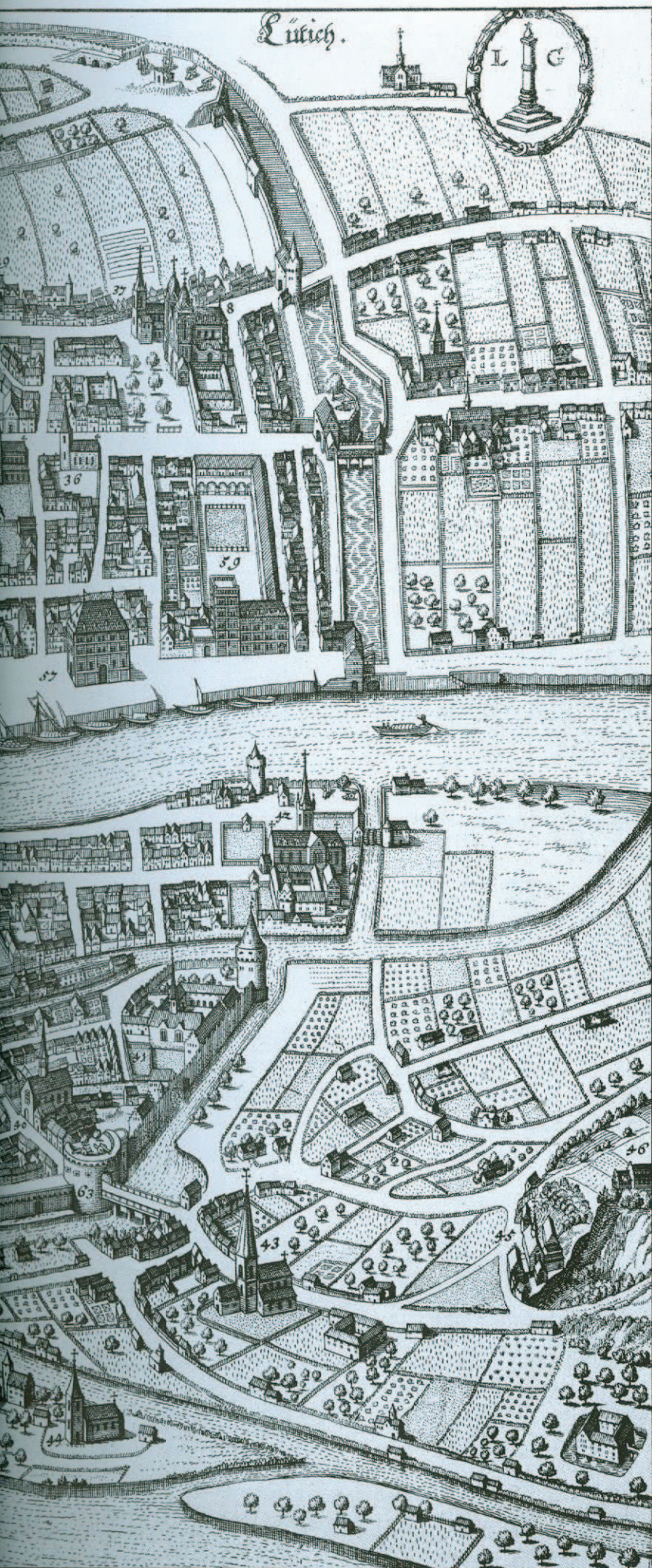


FIG. 9.
Liège en 1649. Gravure de Julius Milheuser,
publiée par J. Blaeu (1649).
Liège, Trésor de la cathédrale.

moitié du XIII^e siècle et domineront encore pendant près d'un siècle les « petits », artisans regroupés au sein de « métiers ». Quant à la foule des pauvres et des exclus, les sources s'en font peu l'écho. Toutefois, les nantis veillent à s'en préoccuper, non pas pour améliorer la vie de ces indigents, bien sûr, mais pour assurer leur propre bonheur céleste¹⁰⁷.

Dans les campagnes, quelques communautés bénéficient de l'expansion rurale et obtiennent des franchises copiées sur les privilèges urbains. Cependant, de manière générale, la noblesse voit ses revenus grevés par la dépréciation monétaire et, en dehors d'un patriciat peu nombreux qui dirige le village ou de quelques laboureurs assez aisés, la masse des paysans vit chichement, sans compter les pauvres, qui tentent de survivre¹⁰⁸.

Conclusion

Ainsi, après une indispensable définition géographique du pays mosan, on constate que le dynamisme de la rivière au cœur de celui-ci permet, grâce à la commodité des transports par bateau, l'épanouissement des riches potentialités que recèle la vallée. Dès le début de notre ère, l'artisanat des métaux s'y développe. Le cours d'eau, véritable cordon ombilical qui facilite le transit des minerais et l'écoulement des produits finis, joue un rôle essentiel dans l'essor de la « batterie » ou dinanderie et de la sidérurgie, qui resteront pour des siècles une des caractéristiques primordiales de cette région. Mais le trafic fluvial ne se réduit pas à cela. La gamme des marchandises rencontrées sur la rivière paraît très large. La Meuse nourrit des échanges d'une ampleur remarquable – comparable à celle du commerce observé sur des fleuves tels que le Rhin ou la Seine.

Très précoces, les villes mosanes procèdent de ce dynamisme et y participent. Leur croissance se fonde sur l'activité de riches marchands. Ces localités pour-

suivront encore leur expansion au XIV^e siècle. Mais c'est l'ancienneté du phénomène urbain le long du cours d'eau qui paraît unique dans « l'espace belge » et, sans conteste, les villes de la vallée l'emportent par leur prospérité sur les cités flamandes jusqu'à la fin de l'époque romane¹⁰⁹.

L'analyse du fonctionnement des ports permet de prendre le pouls de l'activité économique des villes mosanes. Les ponts de pierre sont aussi un élément révélateur du degré de développement de ces agglomérations. Enfin, un réseau hydrographique fort dense rend possible la mise en place de très nombreux moulins, qui favorisent l'essor de diverses activités, dont la métallurgie. Toutes ces infrastructures se déploient sans que l'on constate des conflits d'intérêt, qui surviennent fréquemment sur des rivières au débit trop faible, au lit trop étroit.

Espace structuré, dynamisé, prospère, la vallée permet donc l'expansion précoce du commerce et, partant, l'enrichissement des marchands. La vitalité de ces derniers profite à tout le pays mosan et peut aussi s'investir dans la création artistique.

Toutes les conditions techniques, économiques, sociales – mais encore politiques, avec des personnalités épiscopales de haut vol, à la tête d'une Église qui, pour l'essentiel de la période évoquée, détient une puissance infinie, et avec les deux entités principales de la région, principauté de Liège et comté de Namur, qui se construisent suivant l'axe du fleuve –, sont donc réunies, catalysées en quelque sorte, par l'action dynamique de la Meuse, pour permettre l'éclosion d'un art qui porte à juste titre son nom.

Alain MARCHANDISSE,
Fonds national de la Recherche scientifique,
Université de Liège
et
Marc SUTTON,
Université d'Artois

NOTES

¹ Pour tout ce qui concerne la période précédant 1200, l'aperçu politique qui suit doit tout ou presque aux travaux mentionnés en note. La bibliographie y signalée servira de tremplin vers les sources et la littérature antérieure. Les principaux exposés d'ensemble sont : J. LEJEUNE, *La principauté de Liège*, 1^{re} éd., Liège, 1948, 4^e éd., Liège, 1996, spéc. p. 16-62, 195-197 (et la bibl. mise à jour par C. GAIER, p. 213-221) ; J.-P. DELVILLE, « Sous les feux de Paris ou de Rome », dans J. STIENNON et J.-P. DELVILLE, *Liège. Histoire d'une Église*, fasc. II, *Du x^e au xv^e siècle*, Eckbolsheim/Strasbourg, s.d., p. 20-38 ; J.-L. KUPPER, « Le village était devenu une cité », dans J. STIENNON (dir.), *Histoire de Liège*, Toulouse, 1991, p. 39-52 ; Id., « Portrait d'une cité », dans *Ibid.*, p. 74-101 ; Id., « Art. Lüttich », dans *Lexikon des Mittelalters*, éd. broch., t. VI, Munich, 2003, col. 25-27 ; Id., « La principauté médiévale », dans B. DEMOULIN et J.-L. KUPPER (éd.), *Histoire de la principauté de Liège*, Toulouse, 2002, p. 14-38.

² Sur Notger constitue à jamais un grand classique de l'histoire de Liège : G. KURTH, *Notger de Liège et la civilisation au x^e siècle*, 2 vol., Paris/Bruxelles/Liège, 1905, réimpr. anast. Bruxelles, 1982, mais sans doute y a-t-il à écrire quelque ouvrage tenant compte des acquis de la recherche récente. Voir cependant, pour tout ce qui vient, les articles de J.-L. KUPPER : « Notger de Liège. Un évêque lotharingien aux alentours de l'an mille », dans H.-W. HERRMANN et R. SCHNEIDER (éd.), *Lotharingia, une région au centre de l'Europe autour de l'an Mil* (actes d'un colloque du 24 au 26 mai 1994 à Sarrebruck, organisé par la Chancellerie d'État de la Sarre), Sarrebruck, 1995, p. 143-154 ; « L'évêque Notger et la fondation de la collégiale Sainte-Croix à Liège », dans M. SOT (éd.), *Haut Moyen Âge. Culture, éducation et société. Études offertes à Pierre Riché*, Paris, 1990, p. 419-426 ; « Aux lisières de l'Empire. L'évêque Notger de Liège et l'élection de Hugues Capet », dans É. MAGNOU-NORTIER (éd.), *Pouvoirs et libertés au temps des premiers Capétiens*, Cholet, 1992, p. 97-108 ; *Liège et l'Église impériale, xi^e-xii^e siècles*, Paris, 1981, p. 116-119, 376-378, 421-425, 434-435 ; « *Leodium* (Liège/Luik) », dans *Series episcoporum ecclesiae catholicae occidentalis*, Series V, Germania, t. I, *Archiepiscopatus Colonien-sis*, Stuttgart, 1982, p. 67-68 ; « La maison d'Ardenne-Verdun et l'Église de Liège. Remarques sur les origines d'une principauté épiscopale », dans *Publications de la Section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg*, 95, 1981, p. 201-215 ; « Archéologie et histoire : aux origines de la cité de Liège (viii^e-xi^e siècle) », dans *La genèse et les premiers siècles des villes médiévales dans les Pays-Bas méridionaux. Un problème archéologique et historique*, Bruxelles, 1990, p. 377-389. Voir encore, récemment : Id., « Note sur une Vie de l'évêque de Liège Notger », dans *Retour aux sources. Textes, études et documents d'histoire médiévale offerts à Michel Parisse*, Paris, 2004, p. 913-916 ; J.-L. KUPPER et P. GEORGE, « Hagiographie et politique autour de l'an Mil : l'évêque de Liège Notger et l'abbaye de Stavelot-Malmedy », dans É. RENARD, M. TRIGALET, X. HERMAND et P. BERTRAND (éd.), *Scribere sanctorum gesta. Recueil d'études d'hagiographie médiévale offert à Guy Philippart*, Turnhout, 2005, p. 441-450. Synthèses commodées sur Notger dans J.-L. KUPPER, « Art. Notker », dans *Lexikon des Mittelalters*, t. VI, col. 1288-1290, sur l'Église impériale dans M. PARISSÉ, *Allemagne et Empire au Moyen Âge*, Paris, 2002, p. 73-75, 83-102, et sur l'évolution territoriale liégeoise dans A. MARCHANDISSE, « Art. Lüttich [C.3.] (Liège) », dans J. HIRSCHBIEGEL et J. WETTLAUER (éd.), W. PARAVICINI (dir.), *Höfe und Residenzen im spätmittelalterlichen Reich. Ein dynastisch-topographisches Handbuch*, 2^e part., *Residenzen*, Ostfildern, 2003, p. 349-351.

³ Sur la question spécifique de l'enceinte, voir S. DENOËL, « Les fortifications notgériennes de la cité de Liège. Nouvelle approche contextuelle et critique des sources », dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 112, 2005, p. 5-102. Toponymes mentionnés *supra* et *infra* – ils sont tous en Belgique, sauf avis spécifique, et l'identification est uniforme : Gembloux-sur-Orneau (province de Namur, arrondissement de Namur, commune de Gembloux), Chèvremont (Liège, Liège, Chaudfontaine), Lobbes (Hainaut, Thuin, Lobbes).

⁴ La liste sera accrue de l'abbaye bénédictine de Saint-Jacques et de la collégiale Saint-Barthélemy, la première fondée et la seconde dédiée en 1015 par l'évêque Baldéric II (1008-1018). Quant à l'évêque Réginard (1025-1037), il fera aussi un monastère bénédictin de l'église Saint-Laurent, fondée par Éracle (959-971).

⁵ Pour faire œuvre de création lexicale, sur le modèle du terme *incastellamento* ou *enchâtellement*, qui contribua à la célébrité – mais ne rend que partiellement compte de l'originalité – des travaux de P. TOUBERT, en particulier *Les structures du Latium médiéval. Le Latium méridional et la Sabine du ix^e siècle à la fin du xii^e siècle*, 2 vol., Rome, 1973.

⁶ Sur ce prélat, voir J.-L. KUPPER, *Liège et l'Église impériale*, p. 129-133, 384-387, 512-517 ; Id., « *Leodium* (Liège/Luik) », p. 71-72 ; Id., « *Episcopus, ingenui, cives et rustici*. La chronique d'Anselme et la vie économique du pays mosan aux x^e-

xi^e siècles », dans J.-M. DUVOSQUEL et A. DIERKENS (éd.), *Villes et campagnes au Moyen Âge. Mélanges Georges Despy*, Liège, 1991, p. 405-414 (évocation des spécificités de l'économie et de la société à Liège sous Wazon et de la politique qu'il mena en ces mêmes matières). Synthèse et bibliographie dans Id., « Art. Wazo », dans *Lexikon des Mittelalters*, t. VIII, col. 2082-2083. Sur l'enseignement liégeois tout spécialement, voir la bibliographie mentionnée dans Id., *Liège et l'Église impériale*, p. 377 n. 12 et la synthèse de C. RENARDY, « Les écoles liégeoises du ix^e au xii^e s. : grandes lignes de leur évolution », dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 57, 1979, p. 309-328.

⁷ Sur Théoduin, voir J.-L. KUPPER, *Liège et l'Église impériale*, p. 134-135, 426-427, 442-443, 466-467 ; Id., « *Leodium* (Liège/Luik) », p. 72-73.

⁸ La charte du 26 août est précédée et en quelque sorte doublée par une autre, datée du 24 août et destinée à la nouvelle collégiale Notre-Dame de Huy (cf. *infra*) ; elle bénéficie elle aussi de la *libertas*. Sur cette question, l'on consultera les travaux d'A. JORIS, à commencer par son *opus magnum* : *La ville de Huy au Moyen Âge. Des origines à la fin du xiv^e siècle*, Paris, 1959, p. 107-127, 479-484. Voir aussi, du même auteur : *Huy et sa chartre de franchise, 1066. Antécédents, signification, problèmes*, Bruxelles, 1966 ; *Huy, ville médiévale*, Bruxelles, 1965, p. 37-51 ; en dernier lieu, « Politique épiscopale et société urbaine. La charte de Huy de 1066 », dans A. JORIS et M.-C. FLORANI (éd.), *Le Temps des Saliens en Lotharingie (1024-1125)* (colloque de Malmedy, 12-14 septembre 1991), Malmedy, 1993, p. 87-100. Exposé d'ensemble dans Id., « Art. Huy », *Lexikon des Mittelalters*, t. V, col. 239-240. Sur la tradition manuscrite de la charte de Huy, outre les études déjà mentionnées, voir A. MARCHANDISSE, « Vivre en période de vide législatif et institutionnel : l'après-Othée (1408) dans la principauté de Liège », dans J.-M. CAUCHIES et É. BOUSMAR (éd.), *Faire bans, edictz et statuz : légiférer dans la ville médiévale. Sources, objets et acteurs de l'activité législative communale en Occident, ca 1200-1550* (actes du colloque international tenu à Bruxelles les 17-20 novembre 1999), Bruxelles, 2001, p. 539-541.

⁹ A. JORIS, *Huy, ville médiévale*, p. 37.

¹⁰ La question résumée ici a fait l'objet de développements dirimants, auxquels il n'y a guère à ajouter : F.-L. GANSHOE, « Note sur le rattachement féodal du comté de Hainaut à l'église de Liège », dans *Miscellanea J. Gessler*, t. I, Anvers, 1948, p. 508-521. Voir encore J.-L. KUPPER, *Liège et l'Église impériale*, p. 426-427. Synthèse dans A. MARCHANDISSE, « Le prince-évêque de Liège et les comtes de Hainaut des maisons d'Avesnes et Wittelsbach. Un marché de dupes quasi permanent », dans *Revue du Nord*, 82, 2000, p. 629-631. Beaumont (Hainaut, Thuin, Beaumont).

¹¹ Sur Henri de Verdun, voir J.-L. KUPPER, *Liège et l'Église impériale*, p. 135-138, 387-390, 458-463, 498 ; Id., « *Leodium* (Liège/Luik) », p. 73-74. Sur la paix, voir l'étude désormais classique d'A. JORIS, « Observations sur la proclamation de la Trêve de Dieu à Liège à la fin du xi^e siècle », dans *Recueils de la Société Jean Bodin*, 14, 1962, p. 503-545 (réimpr. dans Id., *Villes. Affaires. Mentalités. Autour du pays mosan* (C. GAIER, J.-L. KUPPER et A. MARCHANDISSE, éd.) Bruxelles, 1993, p. 314-344), à laquelle l'on ajoutera Id., « Le plus ancien verdict de la Paix de Liège : la condamnation d'Aubert le Manchot (1086) », dans *Hommage au professeur Paul Bonenfant (1899-1965)*, Bruxelles, 1965, p. 35-46. Synthèse dans J.-L. KUPPER, « Art. Henri 1^{er} », dans *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. XXIII, Paris, 1989, col. 1166-1167.

¹² Il s'agit de la *curia* plénière de l'évêque de Liège, formée de la *curia* restreinte (ses officiers auliques – échanson, sénéchal, chambrier –, quelques nobles ainsi que des *ministeriales* ou membres de la *familia sancti Lamberti*, les chapelain et vicaire épiscopaux, et les principaux dignitaires ecclésiastiques de la ville de Liège), à laquelle s'adjoignent des dignitaires nobles et ecclésiastiques du diocèse.

¹³ Sur Otbert et sur la vente à réméré de Bouillon qui lui fut faite, voir Id., *Liège et l'Église impériale*, p. 138-141, 242-244, 295-296, 390-396, 428-429, 498 ; Id., « *Leodium* (Liège/Luik) », p. 74-75 ; Id., « Otbert de Liège : les manipulations monétaires d'un évêque d'Empire à l'aube du xii^e siècle », dans *Le Moyen Âge*, 86, 1980, p. 353-385 ; Id., « Le financement de la première croisade », dans *Le temps des croisades*, Bruxelles, 1996, p. 18-23. Sur la « liquidation » des dernières possessions du fisc royal dans la vallée par les empereurs saliens, au profit exclusif de l'Église liégeoise, voir M. SUTTOR, « L'affermissement du pouvoir des évêques de Liège dans la vallée de la Meuse moyenne », dans *Le Temps des Saliens*, p. 103-111. Toponymes mentionnés plus bas : Clermont-sous-Huy (Liège, Huy, Engis) ; Couvin (Namur, Philippeville, Couvin) ; Bouillon (Luxembourg, Neufchâteau, Bouillon).

¹⁴ Sur Henri de Leez, voir J.-L. KUPPER, *Liège et l'Église impériale*, p. 167-172, 244-246, 284-285, 297, 371-372, 429-432, 443, 476-478, 499, 524 ; Id., « *Leodium* (Liège/Luik) », p. 78-79 ; Id., *Raoul de Zähringen, évêque de Liège, 1167-*

1191. Contribution à l'histoire de la politique impériale sur la Meuse moyenne, Bruxelles, 1974, p. 6-9 ; J. STIENNON, « Lexicographie et critique historique. Henri de Leez, podestat de Milan (1162), vu par Gilles d'Orval », dans H. HASQUIN (éd.), *Hommages à la Wallonie. Mélanges d'histoire, de littérature et de philologie wallonnes offerts à M. A. Arnould et P. Ruelle*, Bruxelles, 1981, p. 49-52, consulté dans ID., *Un Moyen Âge pluriel. Recueil d'articles*, Liège/Malmedy, 1999, p. 261-264. Synthèse dans J.-L. KUPPER, « Art. Henri de Leez, ou de Leyen », dans *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. XXIII, Paris, 1989, col. 1162-1164. Sur la bataille d'Andenne évoquée plus bas, voir : C. GAIER, *Art et organisation militaires dans la principauté de Liège et le comté de Looz au Moyen Âge*, Bruxelles, 1968, p. 251-254 ; ID., *Grandes batailles de l'histoire liégeoise au Moyen Âge*, Liège, 1980, p. 47-54.

¹⁵ Sur ce point, voir, en dernier lieu, A. MARCHANDISSE, « La cathédrale gothique Saint-Lambert à Liège : l'apport des sources historiques », dans B. VAN DEN BOSCHÉ (dir.), *La cathédrale gothique Saint-Lambert à Liège. Une église et son contexte* (actes du colloque international tenu du mardi 16 au jeudi 18 avril 2002), Liège, 2005, p. 22.

¹⁶ Sur Hugues de Pierrepont, voir ID., *La fonction épiscopale à Liège aux XIII^e-XIV^e siècles. Étude de politologie historique*, Genève, 1998, p. 113-120, 286-287, 362-368 ; É. PONCELET (éd.), *Actes des princes-évêques de Liège. Hugues de Pierrepont, 1200-1229*, Bruxelles, 1941 ; J.-L. KUPPER, « Art. Hugues II de Pierrepont », dans *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. XXV, Paris, 1994, col. 266-269 ; ID., « Le soulèvement des Hutois contre l'évêque de Liège Hugues de Pierrepont en 1203. Contribution à l'histoire sociale et économique du pays mosan », dans *Annales du Cercle hutois des Sciences et Beaux-Arts*, 39, 1985, p. 165-176. Évocation succincte de l'évolution politique connue par la principauté de Liège dans A. MARCHANDISSE, « Noblesse féodale et pouvoir épiscopal dans la principauté de Liège des XIII^e-XV^e siècles », dans M. GENTILE et P. SAVY (éd.), *Noblesse et États princiers en Italie et en France au XV^e siècle - Aristocrazia signorile e Stati principeschi in Italia e in Francia nel Quattrocento* (Journées d'étude, École française de Rome, 26 et 27 novembre 2004), Rome, sous presse. Toponymes mentionnés infra : Moha (Liège, Huy, Wanze) ; Saint-Trond (Limbourg, Hasselt, Saint-Trond).

¹⁷ Sur Steppes (Limbourg, Hasselt, Gingelom), voir G. SMETS, *Henri I, duc de Brabant. 1190-1235*, Bruxelles, 1908, p. 133-134, 144-145 ; C. GAIER, *Art et organisation militaires*, p. 253-262 ; ID., *Grandes batailles*, p. 55-69 (reproduit sous le titre *La bataille de Steppes, 13 octobre 1213*, dans ID., *Armes et combats dans l'univers médiéval*, Bruxelles, 1995, rééd. : *Armes et combats dans l'univers médiéval I*, Bruxelles, 2004, p. 15-25), et, en dernier lieu, J.-L. KUPPER, « L'évêché de Liège dans le contexte politique et militaire de la bataille de Bouvines », dans *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 1993, p. 199-207.

¹⁸ Le Triomphe de Steppes, cette fête célébrée le 13 octobre de chaque année, commémorée dans *Lobituaire de la cathédrale Saint-Lambert de Liège (XI^e-XV^e siècles)* (A. MARCHANDISSE (éd.), Bruxelles, 1991, p. 151), était là pour raviver les mémoires chancelantes. En 1467, ce jour anniversaire fut choisi pour exposer l'étendard de Saint-Lambert, bannière officielle de la principauté, alors qu'une bataille allait s'engager contre le duc (C. GAIER, « Le rôle militaire des reliques et de l'étendard de saint Lambert dans la principauté de Liège », dans *Le Moyen Âge*, 72, 1966, p. 242 (art. réimpr. dans ID., *Armes et combats* et *Armes et combats I*, p. 337-348) et sera fêté jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Voir en outre A. MARCHANDISSE, + I. VRANCKEN-PIRSON et J.-L. KUPPER, « La destruction de la ville de Liège (1468) et sa reconstruction », dans *Destruction et reconstruction de villes, du Moyen Âge à nos jours* (actes du 18^e colloque international de Spa, 10-12.IX.1996), Bruxelles, 1999, p. 91-92 et encore A. VERSCHUEREN, *Fêtes et solennités liégeoises durant l'Ancien Régime*, mém. de lic. en histoire, Université de Liège, 1978-1979, p. 231 et n. 37.

¹⁹ A. MARCHANDISSE, *Fonction épiscopale*, p. 228-229, 334-339, 356-357.

²⁰ J.-L. KUPPER, « L'avouerie de la cité de Liège au haut Moyen Âge », dans *Publications de la Section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg*, 98, 1984, p. 113.

²¹ Sur ce prince-évêque, voir A. MARCHANDISSE, *Fonction épiscopale*, p. 138-143, 278-279, 368-370 et, faute de mieux, P. MIESSEN, *Robert de Thourotte, évêque de Liège, 1240-1246*, mém. de lic. en histoire, Université de Liège, 1980-1981 (dir. A. Joris).

²² Sur cette question, voir les diverses contributions dans A. HAQUIN (éd.), *Fête-Dieu (1246-1996)*, t. I (actes du colloque de Liège, 12-14 septembre 1996), Louvain-la-Neuve, 1996 ; en particulier, pour le contexte politique : J.-L. KUPPER, « La cité de Liège au temps de Julienne de Cornillon », p. 19-26.

²³ Sur Henri et les événements évoqués ici, voir A. MARCHANDISSE, *Fonction épiscopale*, p. 143-150, 289-293, 370-374 ; J.-C. DETROUX, *Henri de Gueldre,*

prince-évêque de Liège, 1247-1274, mém. de lic. en histoire, Université de Liège, 1971-1972 (dir. A. Joris) ; H. PIRENNE, « Art. Henri de Gueldre », dans *Biographie nationale de Belgique*, t. IX, Bruxelles, 1886-1887, col. 193-202 ; P. DE SPIEGELER, « Art. Henri de Gueldre », dans *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. XXIII, Paris, 1990, col. 1142-1143 ; J.-L. KUPPER, « Note sur Henri Dinant », dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 98, 1986, p. 339-349 (et bibl. n. 1).

²⁴ ID., « La principauté médiévale », p. 33, 35.

²⁵ La démonstration de cette thèse a été ébauchée par J.-C. DETROUX, *Henri de Gueldre*, p. 171 n. 6 ; C. RENARDY, *Le monde des maîtres universitaires du diocèse de Liège, 1140-1350. Recherches sur sa composition et ses activités*, Paris, 1979, p. 282-285 ; ID., *Les maîtres universitaires du diocèse de Liège. Répertoire biographique (1140-1350)*, Paris, 1981, p. 449-450. Nous (A. Marchandisse) espérons consacrer une étude à ce passionnant dossier dans un avenir point trop lointain, étude qu'A. Joris appelait déjà de ses vœux en 1981 (A. JORIS, « De quelques enquêtes à mener en matière d'histoire liégeoise au Moyen Âge », dans *Problématique de l'histoire liégeoise* (actes du colloque de Liège, palais des Congrès de Liège, les 13 et 14 mars 1981), Liège, 1981, p. 19).

²⁶ Sur ce prince, voir principalement : A. MARCHANDISSE, « Guillaume de Savoie. Un monstrem spirituale et belua multorum capitum sur le trône de saint Lambert ? », dans *Bulletin de la Société royale « Le Vieux-Liège »*, 13, 1997, p. 657-670 ; 681-700 ; ID., *Fonction épiscopale*, p. 125-138.

²⁷ Voir ID., « Jean de Heinsberg ou le dilemme d'un prince-évêque de Liège écartelé par des options politiques antagonistes », dans *Publication du Centre européen d'Études bourguignonnes (XIV^e-XVI^e s.)*, 38 (Rencontres de Dijon-Dôle (25 au 28 septembre 1997) : « Hommes d'église et pouvoirs à l'époque bourguignonne (XIV^e-XVI^e siècles) », 1998, p. 75-80 et n. 66.

²⁸ F. ROUSSEAU, *La Meuse et le pays mosan en Belgique. Leur importance historique avant le XIII^e siècle*, Bruxelles, 1977 (réimpr. éd. 1930), p. 3, 5-6 et ID., *Introduction historique à l'art mosan*, Bruxelles, 1942, p. 4 ; A. JORIS, « Der Handel der Maasstädte im Mittelalter », dans *Hansische Geschichtsblätter*, 79, 1961, p. 15 ; ID., « Les villes de la Meuse et leur commerce au Moyen Âge », dans *Studia Historiae Economicae*, 6, 1971 (Poznan, 1972), p. 3-4, 12 (art. réimpr. dans ID., *Villes. Affaires. Mentalités*, p. 195-213) ; ID., *La ville de Huy au Moyen Âge*, p. 223 ; G. DESPY, « Villes et campagnes aux IX^e et X^e siècles : l'exemple du pays mosan », dans *Revue du Nord*, 50, 1968, p. 145, 147-149.

²⁹ J. DURY, *De la civitas Tungrorum au diocèse de Liège (des origines au XIII^e siècle). La problématique des limites*, mém. de lic. en histoire, Université de Liège, 2002-2003 (dir. J.-L. Kupper) et M. SUTTOR, « Seigneurs et seigneuries dans la vallée de la Meuse moyenne du X^e au XVI^e siècle », dans *Seigneurs et seigneuries au Moyen Âge* (actes du 117^e congrès national des Soc. savantes, Clermont-Ferrand, 1992, Philologie et Histoire), Paris, 1993, p. 208 et 214.

³⁰ NdlA. Les éditeurs ont préféré l'ancienne graphie *Maestricht* à la place de la graphie actuelle *Maastricht*.

³¹ A. DEBLON, *Le Diocèse de Liège en 1789. Carte et notice*, Liège, 1979.

³² J. RIGAUD, « La navigation de la Meuse au XVI^e siècle vue du péage de Châteauneuf-Regnault », dans *Philologie et Histoire*, 2, *Champagne et Pays de la Meuse. Questions d'histoire et de philologie*, Paris, 1974, p. 133 et 136.

³³ J.-P. DEVROEY et C. ZOLLER, « Villes, campagnes, croissance agraire dans le pays mosan avant l'an mil vingt ans après... », dans *Villes et campagnes au Moyen Âge*, p. 230-231.

³⁴ M.-H. CARRET, *Vie économique à Mézières au Moyen Âge (jusqu'en 1521)*, mém. de maîtrise en histoire, Université de Reims, 1987.

³⁵ L'ensemble de cette problématique a été exposé par M. SUTTOR, « De la haute Meuse à la Meuse moyenne : les relations économiques à la lumière de la géographie historique », dans H. KRANZ et L. FALKENSTEIN (dir.), *Inquirens subtilia diversa. Dietrich Lohrmann zum 65. Geburtstag*, Aix-la-Chapelle, 2002, p. 343-358.

³⁶ F. ROUSSEAU, *La Meuse et le pays mosan*, p. 3 et 220. G. DESPY, « Villes et campagnes », p. 146, 148-149 et A. JORIS, « Les villes de la Meuse », p. 3-5 considèrent Maestricht comme la limite du pays mosan.

³⁷ J.-P. DEVROEY et C. ZOLLER, « Villes, campagnes, croissance agraire », p. 236.

³⁸ T. L. M. THURLINGS, *De Maashandel van Venlo en Roermond in de xvi^e eeuw (1473-1572)*, Amsterdam, 1945, p. 7 et 129-130 ; F. DUSSART, « L'aménagement de la Meuse néerlandaise », dans *Liège, la Meuse et le bassin mosan* (Association française pour l'avancement des sciences, LXIII^e congrès. Liège, 1939), Liège, 1939, p. 135-136 ; H. BREUER, *Die Maas als Schifffahrtsweg*, Wiesbaden, 1969, p. 13-18 ; J. VEREERSTRAETEN, *Le bassin de la Meuse. Étude de géographie hydrologique*, Bruxelles, 1972, p. 167-182 ; M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve. La Meuse de Sedan à Maastricht (des origines à 1600)*, Bruxelles, 2006, p. 170-171.

³⁹ Saint-Trond appartient aux évêques de Metz jusqu'en 1227, lorsqu'elle est incorporée à la principauté de Liège (A. JORIS, « Les villes de la Meuse », p. 9 et J.-L. CHARLES, *La ville de Saint-Trond au Moyen Âge. Des origines à la fin du XIV^e siècle*, Paris, 1965).

⁴⁰ A. JORIS, « Probleme der mittelalterlichen Metallindustrie im Maasgebiet », dans *Hansische Geschichtsblätter*, 87, 1969, p. 65 et carte p. 66 (art. réimpr. dans Id., *Villes. Affaires. Mentalités*, p. 259-279) ainsi que A. GILLARD, *L'industrie du fer dans les localités du comté de Namur et de l'Entre-Sambre-et-Meuse de 1345 à 1600*, Bruxelles, 1971, p. 48-49, carte h.-t. ; M. SUTTOR, *op. cit.*, p. 358-359.

⁴¹ C. GAIER, *L'industrie et le commerce des armes dans les anciennes principautés belges du XIII^e à la fin du XV^e siècle*, Paris, 1973, p. 189 et 196 ; A. JORIS, *op. cit.*, p. 64 ; A. GILLARD, *op. cit.*, p. 40.

⁴² Voir *infra*.

⁴³ G. DESPY, « La formation de la "Terre de Hierges" du XI^e au XV^e siècle », dans *La seigneurie rurale en Lotharingie* (Actes des 3^{es} journées lotharingiennes, Luxembourg, 1984), Luxembourg, 1986, p. 28.

⁴⁴ C. GAIER, *op. cit.*, p. 200 ; A. JORIS, *op. cit.*, carte p. 60 ; M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 366.

⁴⁵ PLINIE L'ANCIEN, *Histoire naturelle*, I. XXXIV, 2, H. LE BONNIEC (éd.), Paris, 1953, p. 109, situe ce gisement en Germanie seconde ; A. JORIS, *op. cit.*, p. 61 et 65.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 61 et C. GAIER, *op. cit.*, p. 202.

⁴⁷ M. SUTTOR, *op. cit.*, p. 379.

⁴⁸ M.-L. FANCHAMPS, « Transport et commerce du bois sur la Meuse au Moyen Âge », dans *Le Moyen Âge*, 72, 1966, p. 61-62 ; C. GAIER, *op. cit.*, p. 208-209 ; M. SUTTOR, *La navigation sur la Meuse moyenne des origines à 1650*, Liège/Louvain, 1986, p. 119.

⁴⁹ E. GOBLET D'ALVIELLA, *Histoire des bois et forêts de Belgique. Des origines à la fin du régime autrichien*, t. I, Paris/Bruxelles, 1927, p. 82-90, 145-158, 200-206 et 392-426 ; t. II, p. 197-225.

⁵⁰ A. DASNOY, « Les origines romaines et mérovingiennes », dans *Namur. Le site. Les hommes. De l'époque romaine au XVIII^e siècle*, Bruxelles, 1988, p. 20 ; F. ROUSSEAU, *La Meuse*, p. 116 et 193.

⁵¹ H. PIRENNE, *Histoire de la constitution de la ville de Dinant au Moyen Âge*, Gand, 1889, p. 96 ; F. ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 117 ; J.-L. VAN BELLE, *L'industrie de la pierre en Wallonie (XVI^e-XVIII^e s.)*, Gembloux, 1976, p. 12 ; M. SUTTOR, « Un "scandale géographique" : le pays mosan au Moyen Âge », dans *Cahiers de Cléo*, 105, 1991, p. 37.

⁵² Sur l'emploi de l'ardoise : M.-L. FANCHAMPS, « Les ardoisières des Ardennes et le transport des ardoises sur la Meuse (XII^e-XVI^e siècles) », dans *Le Moyen Âge*, 78, 1972, p. 230.

⁵³ *Ibid.*, p. 231-235, 235-242, 242-243 et M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 388-393.

⁵⁴ À propos du bois : voir *supra*, n. 46 et M. SUTTOR, « Un "scandale géographique" », p. 37. En ce qui concerne le charbon de bois : *ibid.*, p. 37-38 ; C. GAIER, *op. cit.*, p. 215 ; A. JORIS, « Probleme », p. 59 et A. GILLARD, *L'industrie du fer*, p. 50-51.

⁵⁵ RENIER DE SAINT-JACQUES, *Annales*, J. ALEXANDRE et L.C. BETHMANN (éd.), Liège, 1874, p. 52 et 113.

⁵⁶ C. GAIER, *Huit siècles de houillerie liégeoise. Histoire des hommes et du charbon à Liège*, Liège, 1988, p. 19 ; M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 406.

⁵⁷ A. JORIS, « La guède en Hesbaye au Moyen Âge (XIII^e-XV^e siècles) », dans *Le Moyen Âge*, 69, 1963, p. 773 ainsi que J. HERBILLON et A. JORIS, « Les moulins à guède en Hesbaye au Moyen Âge », dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 42, 1964, p. 496-497 (art. réimpr. dans Id., *Villes. Affaires. Mentalités*, p. 237-258).

⁵⁸ L. ZYLBERGELD, « Le prix des céréales et du pain à Liège dans la première moitié du XIII^e siècle », dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 51, 1973, p. 288.

⁵⁹ J. LE GOFF et P. JEANNIN, « Questionnaire pour une enquête sur le sel dans l'histoire au Moyen Âge et aux Temps modernes », dans M. MOLLAT (éd.), *Le rôle du sel dans l'histoire*, Paris, 1968, annexe I, p. 308-309 ; M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 315-322.

⁶⁰ Il existe une petite colonie liégeoise à Gênes au tournant des XII^e et XIII^e s. Voir *infra*.

⁶¹ M. SUTTOR, *La navigation*, p. 125-129 et Id., « Un "scandale géographique" », p. 48-49.

⁶² H. PIRENNE, « Notice sur l'industrie du lait à Dinant », dans *Histoire économique de l'Occident médiéval*, Bruges, 1951, p. 613 ; A. JORIS, « Probleme », p. 61 ; M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 489-490.

⁶³ A. JORIS, « Les villes de la Meuse », p. 13-14 ; Id., « Itinéraires routiers entre Rhénanie et pays mosan à la fin du XII^e siècle », dans *Beiträge zur Wirtschafts- und Stadtgeschichte. Festschrift für Hektor Ammann*, Wiesbaden, 1965, p. 259-

261 (art. réimpr. dans Id., *Villes. Affaires. Mentalités*, p. 281-297) ; M. SUTTOR, « L'infrastructure fluviale et le développement des villes de la Meuse des origines à 1400 », dans *Die kleinen Städte in Lotharingen* (Actes des 6^{es} journées lotharingiennes, Luxembourg, 1990), Luxembourg, 1993, p. 106.

⁶⁴ G. DESPY, « Naissance de villes et de bourgades », dans H. HASQUIN (éd.), *La Wallonie. Le pays et les hommes. Histoire. Économies. Sociétés*, t. I, *Des origines à 1830*, Bruxelles, 1975, p. 97-98 ; L. GENICOT, « Entre l'empire et la France (de 925 à 1429) », dans L. GENICOT (éd.), *Histoire de la Wallonie*, Toulouse, 1973, p. 136, 139 ; J.-L. KUPPER, « Le temps des principautés, des seigneuries et des villes (X^e-XIV^e siècles) », dans B. DEMOULIN et J.-L. KUPPER (éd.), *Histoire de la Wallonie. De la préhistoire au XX^e siècle*, Toulouse, 2004, p. 117-119.

⁶⁵ G. DESPY, *op. cit.*, p. 112 ; G. DESPY, « Au cœur de l'Occident carolingien », dans *Histoire de la Wallonie*, p. 105 ; L. GENICOT, « Entre l'Empire et la France », p. 140-142, 157 ; J.-L. KUPPER, « Le temps des principautés », p. 117-120.

⁶⁶ W. MOHR, *Geschichte des Herzogtums Lothringen*, t. I, *Geschichte des Herzogtums Gross-Lothringen (900-1048)*, Sarrebruck, 1974, p. 10-22.

⁶⁷ A. JORIS, « À propos de "burgus" à Huy et à Namur », dans *Die Stadt in der Europäischen Geschichte. Festschrift Edith Ennen*, Bonn, 1972, p. 193-199 (art. réimpr. dans Id., *Villes. Affaires. Mentalités*, p. 139-148).

⁶⁸ M. SUTTOR, « L'infrastructure fluviale », p. 91 ; G. DESPY, « Note sur le "portus" de Dinant aux IX^e et X^e siècles », dans *Miscellanea Mediaevalia in memoriam Jan Frederik Niermeyer*, Groningue, 1967, p. 66-69 ; Id., « Villes et campagnes », p. 150 et 165 ; A. JORIS, « Les villes de la Meuse », p. 8.

⁶⁹ J.-P. DEVROEY, *Le polyptyque et les listes de biens de l'abbaye de Saint-Pierre de Lobbes (IX^e-XI^e siècle)*. Édition critique, Bruxelles, 1986, p. 19 ; G. DESPY, « L'agglomération urbaine pendant le haut Moyen Âge (du VII^e siècle aux environs de 1200) », dans *Namur. Le site. Les hommes*, p. 69-71.

⁷⁰ A. JORIS, *La ville de Huy*, p. 94-95 et 98-100 ainsi que Id., *Huy et sa charte de franchise*, p. 12.

⁷¹ Voir *supra*.

⁷² M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 522 ; W. DIJKMAN, « Maastricht », dans S. PLUMIER-TORFES, J. PLUMIER, M. REGNARD et W. DIJKMAN (dir.), *Mosa Nostra. La Meuse mérovingienne, de Verdun à Maastricht. V^e-VIII^e siècles*, Alleur, 1999, p. 47. Sur Wyck : *ibid.*, p. 49 ainsi que T. A. S. M. PANHUYSEN, P. T. J. BOYENS et W. H. M. N. DIJKMAN, *Maastricht staat op zijn verleden*, Maastricht, 1984, p. 88.

⁷³ J.-P. DEVROEY et C. ZOLLER, « Villes, campagnes, croissance agraire », p. 247, 249 ; A. JORIS, *Huy et sa charte de franchise*, p. 12.

⁷⁴ M. SUTTOR, « L'affermissement du pouvoir des évêques de Liège », p. 102-103.

⁷⁵ Id., *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 523.

⁷⁶ A. JORIS, « Les villes de la Meuse », p. 6, 8-9 ; L. GENICOT, « Une ville en 1422 », dans *Namur. Le site. Les hommes*, p. 79 ; M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*. À propos des ponts, voir *infra*.

⁷⁷ J.-L. KUPPER, *Liège et l'Église impériale*, p. 102-103 ; Id., « *Episcopus* », p. 411-412 ; J.-P. DEVROEY et C. ZOLLER, *op. cit.*, p. 247 et 249.

⁷⁸ F. ROUSSEAU, *La Meuse*, p. 141 et 144-146.

⁷⁹ J.-L. KUPPER, *Liège et l'Église impériale*, p. 453-454, annexe VII, p. 523-526, carte, p. 527 ; M. SUTTOR, « L'affermissement du pouvoir des évêques de Liège », p. 101-111.

⁸⁰ Voir *infra*.

⁸¹ F. VERCAUTEREN, « Note sur l'origine et l'évolution du contrat de mort-gage en Lotharingie, du XI^e au XIII^e siècle », dans *Miscellanea in honorem L. van der Essen*, t. I, Bruxelles, 1947, p. 218-227 (réimpr. dans Id., *Études d'histoire médiévale. Recueil d'articles du Professeur Vercauteren publiés par le Crédit Communal de Belgique*, Bruxelles, 1978, p. 81-91) ; J.-L. KUPPER, *op. cit.*, p. 103-104 ; A. JORIS, *La ville de Huy*, p. 100 et Id., « Les villes de la Meuse », p. 15.

⁸² H. PIRENNE, *Histoire de la constitution de Dinant*, p. 94-95, 106 et 109 ; A. JORIS, *La ville de Huy*, p. 238, 242-244 et 265 ; Id., « Les villes de la Meuse », p. 15 et 17-19 ; Id., « Probleme », p. 70-71 et 72 ; F. TRUFFAUT, *Les relations commerciales entre le Pays de Liège et l'Angleterre au Moyen Âge*, mém. de lic. en histoire, Université de Liège, 1948 (dir. F. Vercauteren), *passim* ; M. SUTTOR, « Un "scandale géographique" », p. 49 ; Id., *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 526.

⁸³ On relèvera une nouvelle fois les importations de vin de Moselle et du Rhin, d'Île de France et de Champagne, mais aussi le trafic de peaux et de cuirs dès la première moitié du XI^e s., les exportations de céramiques d'Andenne dès la fin de ce siècle (*ibid.*, p. 526-527).

⁸⁴ M.-H. CARRET, « Aperçu de la vie économique à Mézières à la fin du Moyen Âge (jusqu'en 1521) », dans *Revue historique ardennaise*, 23, 1988, p. 15-17 ; L. GENICOT, « Une ville en 1422 », p. 80 ; Id., « L'état des recherches sur l'histoire du pays mosan au Moyen Âge », dans *Histoire et enseignement*, 1974, p. 8 ;

A. JORIS, « Les villes de la Meuse », p. 6-7, 9 ; G. W. A. PANHUYSEN, *Studieën over Maastricht*, Maastricht, 1933, p. 125.

⁸⁵ A. JORIS, « Les villes de la Meuse », p. 14 et M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 527-528.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 528-529.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 529 ; M.-L. FANCHAMPS, « Étude sur les tonlieux de la Meuse moyenne du VIII^e au milieu du XIV^e siècle », dans *Le Moyen Âge*, 70, 1964, p. 257-259.

⁸⁸ Au contraire de la thèse traditionnelle, avancée par Rousseau.

⁸⁹ À Huy, une halle aux draps avant 1209 et une halle aux grains peu après (A. JORIS, « Les villes de la Meuse », p. 7 et *Id.*, *La ville de Huy*, p. 275-278) ; à Liège, deux halles aux draps en 1212-1230 (P. DE SPIEGELER, « La draperie de la cité de Liège des origines à 1468 », dans *Le Moyen Âge*, 85, 1979, p. 68-69).

⁹⁰ M. SUTTOR, « L'infrastructure fluviale », p. 90-94 et 112.

⁹¹ *Ibid.*, p. 94-96 et 111-112.

⁹² *Id.*, « L'usage de l'eau dans les villes mosanes (XV^e-XVII^e siècle) », dans *Villes, histoire et culture. Cahiers du Centre de Recherches historiques sur la Ville*, 1, 1994, p. 24 ; *Id.*, « L'intérêt des recherches en "géographie historique appliquée". Une étude d'hydrographie fluviale : la Meuse », dans *Fleuves, rivières et canaux dans l'Europe occidentale et médiane* (Actes du colloque de l'Association interuniversitaire de l'Est. Strasbourg, 1995), Nancy, 1997, p. 155-156 et carte, p. 169.

⁹³ À Liège, *Sur-Meuse* et la *Goffe* : *Id.*, « L'infrastructure fluviale », p. 97 ; *Id.*, *La navigation*, p. 153.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 111-112.

⁹⁵ *Id.*, « L'infrastructure fluviale », p. 100-103.

⁹⁶ On mentionne aussi l'existence de ponts à Givet à la fin du XI^e s., à Visé en 1106 et à Andenne en 1151 : *ibid.*, p. 99-101.

⁹⁷ À Maestricht en 1214, l'évêque Hugues de Pierrepont, qui craint l'arrivée de l'armée impériale d'Otton IV, ôte les solives qui forment la dernière arche de l'ouvrage pour en empêcher le passage (*Id.*, « Le contrôle du trafic fluvial : la Meuse, des origines à 1600 », dans *Revue du Nord*, 76, 1994, p. 12 et 14-15).

⁹⁸ *Id.*, « L'infrastructure fluviale », p. 105-106.

⁹⁹ *Id.*, « La diversité des moulins mosans et l'usage intensif de l'énergie hydraulique (des origines au XVI^e siècle) », dans P. GALETTI et P. RACINE (éd.), *I mulini nell'Europa medievale*, Bologne, 2003, p. 55-56.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 57.

¹⁰¹ *Supra*, n. 92 et *Id.*, « Un usage intensif de l'énergie hydraulique : les moulins mosans du XIII^e au XVIII^e siècle », dans M. MOUSNIER (éd.), *Moulins et meuniers dans les campagnes européennes (IX^e-XVIII^e siècle)* (Actes des XXI^{es} journées internationales d'Histoire de l'Abbaye de Flaran, 1999), Toulouse, 2002, p. 140-141.

¹⁰² *Id.*, « La diversité des moulins mosans », p. 61.

¹⁰³ C. GAIER, *L'industrie*, p. 189 et 196 ; A. JORIS, « Probleme », p. 64 et 74-75 ; A. GILLARD, *L'industrie*, p. 40 et 60-69 ; M. SUTTOR, « Les évolutions des moulins sidérurgiques dans le bassin mosan au bas Moyen Âge et à l'époque moderne », dans S. CAUCANAS et R. CAZALS (éd.), *Du moulin à l'usine. Implantations industrielles, du X^e au XX^e siècle*, Toulouse, 2005, p. 50.

¹⁰⁴ J.-P. DUCASTELLE, « Technologie et usages des moulins à eau et à vent », dans *Moulins en Hainaut*, Bruxelles, 1987, p. 37, 41-46 ; R. SEVRIN et G. BAVAY, « Les sites des moulins », dans *ibid.*, p. 137-138, 147-148 ; M.-C. AMOURETTI et G. COMET, *Hommes et techniques de l'Antiquité à la Renaissance*, Paris, 1993, p. 154-157.

¹⁰⁵ M. SUTTOR, « Un usage intensif de l'énergie hydraulique », p. 141.

¹⁰⁶ A. JORIS, *La ville de Huy*, p. 104-105, 107 et 126 ; *Id.*, « Politique épiscopale et société urbaine : la charte de Huy de 1066 », p. 90 et 96-97 ; *Id.*, « Les franchises urbaines en pays mosan et la charte de Huy de 1066 », dans *Les libertés urbaines et rurales du XI^e au XIV^e siècle* (Actes du colloque international de Spa, 1966), Bruxelles, 1968, p. 329-332 (art. réimpr. dans *Id.*, *Villes. Affaires. Mentalités*, p. 101-115) ; J.-L. KUPPER, « *Episcopus* », p. 406 et 413 ; *Id.*, « Le village était devenu une cité », p. 37.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 48-50 ; J.-L. KUPPER, « La principauté médiévale », p. 38. À propos des exclus, voir P. DE SPIEGELER, *Les hôpitaux et l'assistance à Liège (X^e-XV^e siècles). Aspects institutionnels et sociaux*, Paris, 1987.

¹⁰⁸ L. GENICOT, « Entre l'Empire et la France », p. 143-145.

¹⁰⁹ M. SUTTOR, *Vie et dynamique d'un fleuve*, p. 529-532.